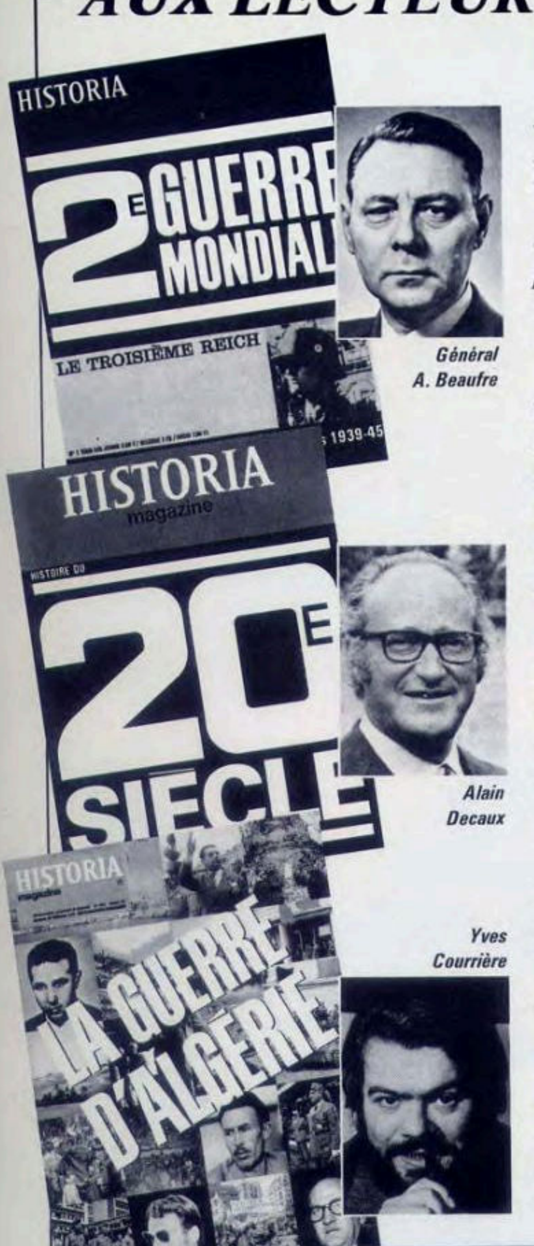


...ET LA FRANCE QUITTE L'ALGÉRIE...

AUX LECTEURS D' « HISTORIA MAGAZINE »



Général A. Beaufre

Alain Decaux

Yves Courrière

AVEC ce numéro se termine la troisième série des grands récits historiques publiés par « Historia Magazine ». La Guerre d'Algérie *aura connu la même réussite que nos précédentes publications* la Seconde Guerre mondiale *et* le Vingtième Siècle.

La remarquable fidélité de dizaines de milliers de lecteurs confirme que notre formule : « Présenter au public passionné d'histoire contemporaine un récit complet des événements, écrits, chaque fois que cela est possible, par les témoins ou les acteurs, sans distinction de parti, de confession ni de nationalité », est à la base de notre succès.

Cette objectivité, parfois difficilement reconnue par certains, assurés de détenir seuls la vérité, nous a permis d'obtenir, au cours des sept dernières années, la précieuse collaboration d'historiens, de militaires de tout grade, de personnalités politiques, de journalistes connus et de toute tendance. Grâce à la connaissance approfondie des problèmes traités sans aucune contrainte par ces auteurs, nos hebdomadaires ont pu acquérir une large audience.

Mais on trouve aussi dans ces revues l'attrait apporté par une riche illustration, qui fait revivre les lieux où les événements se sont déroulés. Et cette partie complémentaire mais importante de nos publications a le plus souvent été réalisée avec l'aide des agences spécialisées, mais aussi grâce aux nombreuses collections de nos lecteurs, qui ont bien voulu nous les confier. Plusieurs centaines de documents ont pu ainsi être publiés pour la première fois. Comme nous l'avions annoncé, ils seront retournés aux propriétaires sous pli recommandé au cours du mois de janvier 1974. Les photographies qui auront été retenues pour illustrer éventuellement les seize numéros spéciaux seront renvoyées ultérieurement.

Nous sommes aujourd'hui convaincus que nous nous retrouverons les uns et les autres lors de la publication de nouvelles séries actuellement en préparation. Elles vous seront annoncées prochainement.



Continuez donc à nous écrire et, comme il est de tradition maintenant à « Historia Magazine », il sera répondu à toutes vos lettres, qu'il s'agisse de suggestions, de critiques, ou de propositions de manuscrits.

J.F.

HISTORIA magazine

Hebdomadaire paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*

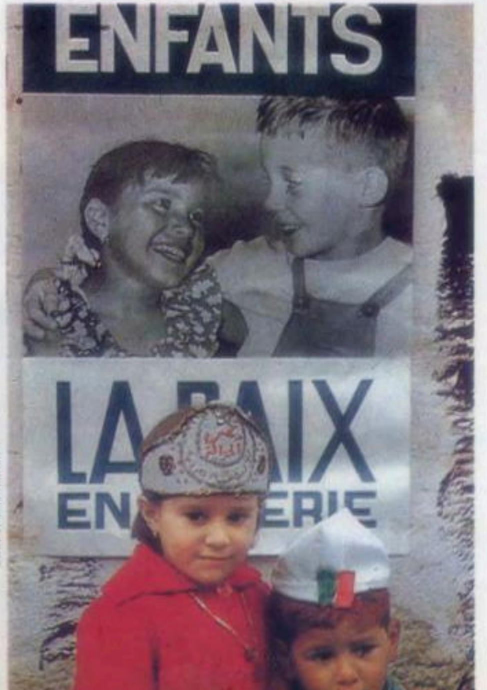
Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Liliane Crété*
Chef service photo : *François Wittmann*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Claude Rebelo*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétaire de rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoint : *Charles Meyer*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*
Services des Ventes : *Georges Darmon*

RÉDACTION-ADMINISTRATION : **Librairie Jules TALLANDIER**
170 bis, bd du Montparnasse, 75680 PARIS Cedex 14. **Tél. 325-11-82.** Télex 21311.
Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3,50 F. - Belgique, 35 FB. Suisse, 3,50 FS.

Sommaire n° 112
Historia magazine n° 371

Couverture : Simon Piéri/Sygma

Ch. Simonpietri/Sygma



Sauer/Paris-Match

L'Algérie est indépendante. La France a renoncé à sa conception de l'Algérie amalgame de communautés, et le problème des Européens a été réglé théoriquement dans le cadre de la souveraineté de l'État algérien.

LE MARÉCAGE DES RÉALITÉS

La prise de conscience de la réalité est toujours salutaire, mais, en 1962, elle fut, en Algérie, d'une particulière brutalité pour tout le monde.

L'Algérie des derniers jours de juin 1962 donnait assez bien le spectacle d'un ensemble d'individus ou de groupes à la recherche d'un certain idéal et n'en trouvant, en général, la trace que dans la rencontre de leurs lignes d'orientation ▶

sans les Français, que sera l'Algérie ?

idéologiques ou de leurs aspirations avec un horizon bouché et bas.

Dans la masse, on vivait au lieu de mourir.

On pouvait aller et venir au lieu de se terrer comme des bêtes.

On recommençait à travailler un peu pour gagner quelque argent et l'on se nourrissait tant bien que mal, au lieu de vivre avec sa faim.

On n'avait pas encore reconquis la condition humaine, mais on ne le savait pas, et au sortir des ténèbres, on espérait bien se diriger vers la lumière...

Quant aux privilégiés, leur joie éclatait, simplement parce qu'ils pouvaient librement jouir de leurs privilèges sans s'inquiéter des autres — trop occupés à vivre enfin. Seuls, ceux qui, privilégiés ou non, restaient lucides dans ce marécage voyaient bien qu'il y avait loin de l'idéal qu'ils avaient cru défendre à la réalité dans laquelle les événements les avaient plongés. Mais le torrent de l'actualité les emportait tous et beaucoup étaient heureux, dans la mesure précisément où ils croyaient à leur bonheur.

Un visage nouveau

Beaucoup, néanmoins, parmi les plus évolués — chez les Européens comme chez les Algériens — éprouvaient déjà la sensation d'être placés devant des problèmes insolubles. Les intellectuels algériens qui rentraient de France, de Suisse ou d'ailleurs se rendaient compte, tout d'un coup, que l'analyse qu'ils avaient faite de l'extérieur, au sein d'une société évoluée et amicale, ne correspondait plus à la situation de l'Algérie complètement transformée par l'exode. Certains espéraient que les Européens reviendraient pour rendre à leur pays un peu de son ancien visage. Un grand nombre de Français libéraux et d'Algériens s'interrogeaient en constatant qu'aucun des conflits du XXe siècle n'avait rien résolu : or l'Algérie sans les Français risquait de devenir un pays sous-développé comme les autres et l'exemple de l'Inde, du Vietnam, des pays d'Afrique ou d'Amérique latine leur venait à l'esprit. A ceux-là, la joie envahissant le peuple — qui croyait atteindre son idéal parce qu'il voyait le bout du tunnel — apparaissait comme un sujet d'inquiétude pour l'avenir.

Les Algériens qui avaient vécu ailleurs qu'en Algérie et étaient rompus aux discussions théoriques sur l'ébranlement du monde avaient pu penser — aidés en cela par les intellectuels européens — que le décalage entre les succès éclatants remportés chaque jour par les techniques productives et la misère des hommes ne concernerait pas l'Algérie. Ils voyaient bien, dans tous les nouveaux pays indépendants qu'ils avaient visités, que, dans l'attente d'un nouvel équilibre, l'aide extérieure apporte plus de nouvelles aspirations que de moyens de les satisfaire. Beaucoup avaient cru que, les Français restant en Algérie, leur pays serait un cas particulier original, retirant d'abord sa prospérité de sa substance, de son degré d'évolution et de son travail, l'aide extérieure ne venant de surcroît qu'à titre d'appoint. Leur idéal était une Algérie triomphante, libre et prospère, et ils avaient espéré que le sous-développement qui affectait d'autres pays n'affecterait pas le leur.

Or ils voyaient bien, en retrouvant l'Algérie, que ce que la population traumatisée prenait pour son idéal de paix et d'indépendance n'était que la trace de cet idéal sur le sol bouleversé par la guerre. Le risque d'autodestruction, d'agitation stérile et de chute vers le sous-développement était donc réel, et les plus évolués sentaient déjà venir l'ère des déceptions.

G. Melet/Paris-Match

◀ Dans Alger, les soldats de l'A.L.N. patrouillent. Mais les rues sont calmes. L'O.A.S. a renoncé à la lutte. Entre elle et le F.L.N., un accord a été passé. Mais trop tard pour empêcher l'exode massif des Européens. L'Algérie se vide de ses cadres, de...

... ses techniciens. La ▶ vie économique et industrielle du pays se paralyse chaque jour davantage. Seule une faible minorité envisage de rester. Les personnes âgées, plus particulièrement, veulent s'accrocher, contre vent et marée, espérant avoir encore leur place dans une Algérie algérienne.

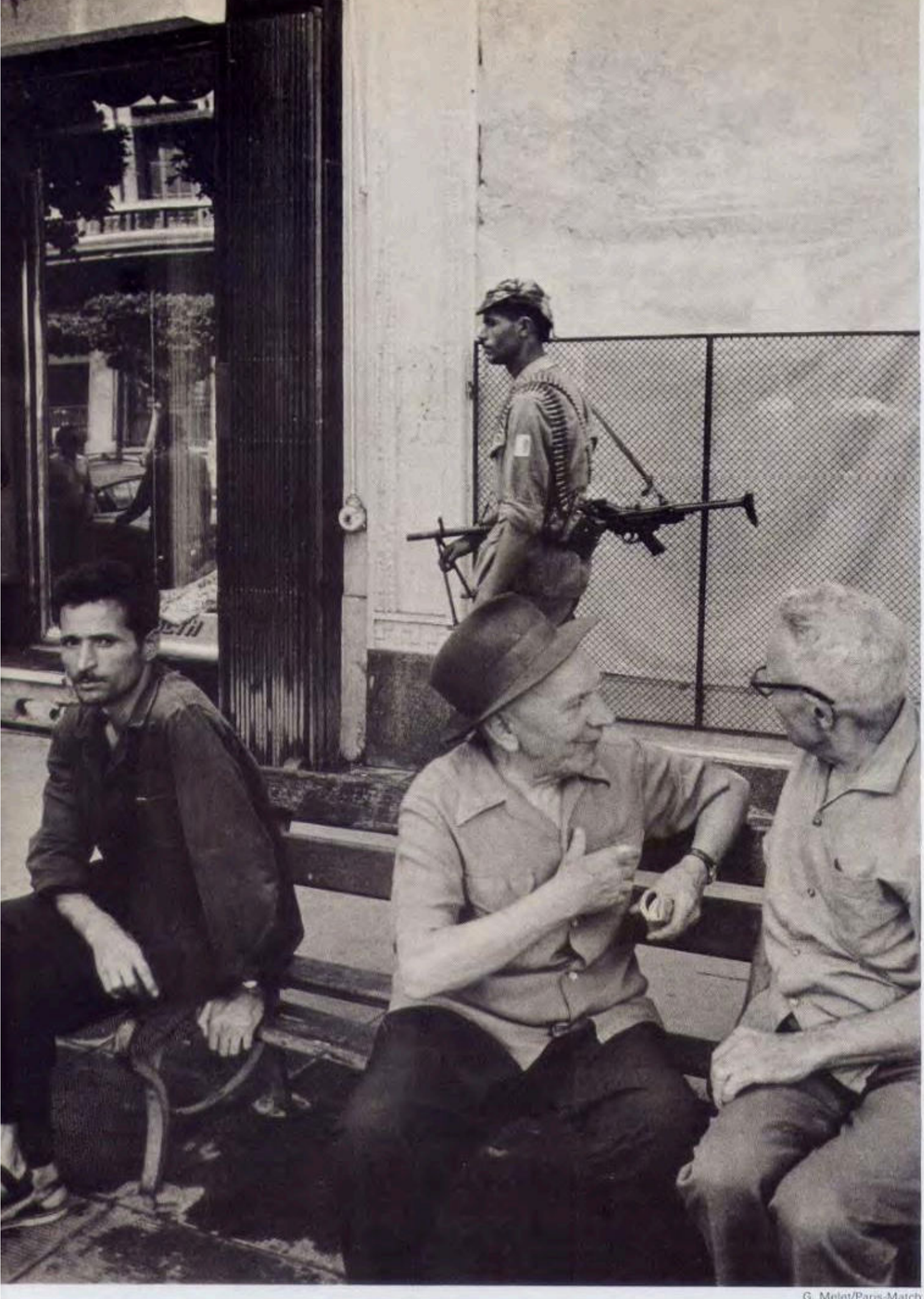


Tesseyre/Paris-Match

◀ Une image courante à Alger : les forces locales franco-musulmanes. Les 1800 auxiliaires algériens devaient rapidement remplacer les 1 500 gardiens de la paix. Depuis le mois de juin déjà, la circulation était assurée par des musulmans encadrés par des métropolitains.



Sur le marché, des ▶ fruits et des légumes à profusion... et le sourire du marchand. Mais aussi l'A.L.N., omniprésente. Au cours de l'été, un nouveau conflit secouera l'Algérie : entre la wilaya 4 et l'armée des frontières aura lieu un sanglant affrontement qui provoquera un nouvel exode des Européens.



G. Melet/Paris-Match

Et quand, le 30 juin, Ben Bella, le plus célèbre des « chefs historiques », fit connaître qu'il se désolidarisait du G.P.R.A., leur inquiétude ne fit qu'augmenter.

G. Melet/Paris-Match

Les Européens qui essayaient malgré tout de rester faisaient déjà, confusément, une analyse comparable. Ils voyaient bien que l'exode était en train de donner à l'Algérie un visage nouveau par le déséquilibre économique et social menaçant de plus en plus le pays.

Pourtant, la voie de l'indépendance était désormais ouverte.

La préparation de l'autodétermination, commencée depuis déjà longtemps dans les préfectures et dans les mairies, se poursuivit après le 15 juin à une allure accélérée. Le gigantesque plastiquage qui fit le 17 juin, 17 victimes à la mairie d'Alger, arrêta à peine le travail du bureau des élections, qui, il faut bien le dire, fonctionna beaucoup plus normalement après les accords exécutif-O.A.S. A la frénésie de destruction et de refus succédait celle de la paix, de l'efficacité et de la coopération.

Les membres de l'O.A.S. encore présents à Alger étaient sincèrement désolés de voir se poursuivre l'exode. Susini fit même proposer à Jean Dours, par J.-M. Tiné, de ralentir les départs vers la France en sabotant une *Caravelle* vide — c'était tout au moins ce qu'il disait —, ce qui devait, dans son esprit, dissuader les candidats au départ de donner suite à leur projet. On ne dut qu'à l'intelligence de J.-M. Tiné et à la réaction ferme du haut-commissaire et de son entourage de ne pas avoir à déplorer la perte d'un avion — et la démoralisation générale aux conséquences imprévisibles.

De leur côté, les membres des commandos encore présents préparaient l'autodétermination, comme ils avaient fait naguère régner la terreur : avec acharnement. Les offres de service venaient de partout et les moins enthousiastes n'étaient pas celles des hommes et des femmes que nous connaissions pour leur adhésion sans réserve aux thèses de l'O.A.S. : ils étaient d'accord avec eux-mêmes puisqu'ils avaient suivi l'organisation jusqu'au bout. C'est ce que me dit un jour un fonctionnaire de la préfecture que nous savions membre de l'organisation et à qui je faisais remarquer qu'il avait bien fallu qu'il trahît quelqu'un à un moment ou à un autre, puisqu'il n'avait jamais cessé ses fonctions : ce n'était guère le moment d'entamer ce genre de discussion.

Fiers de leur tenue

Les dispositifs généraux de maintien de l'ordre furent allégés mais laissés en place avec l'accord de l'exécutif. Assez extraordinaire fut l'entente, pratiquement jamais mise en cause, qui persista entre nos forces et les forces algériennes en voie d'organisation. Depuis la mi-avril, une refonte du déploiement dans le Grand Alger avait permis de dissoudre des sous-secteurs, de mettre sous commandement unique des quartiers susceptibles de s'opposer et qu'il fallait cloisonner et de tenir compte des changements apportés dans le dispositif général en vue de l'autodétermination. L'intention générale avait d'abord été de mettre en place au plus tôt les organes de commandement pour relever les états-majors des sous-secteurs dissous, de renforcer le quadrillage des quartiers européens et d'en structurer le commandement, enfin de préparer la relève des bataillons organiques devant être dissous au 1er juillet.

Ces mesures n'avaient pas, en tout point, permis de satisfaire les besoins de la totalité de la zone Alger-Sahel parce que l'augmentation constante des charges de défense statique avait réduit les moyens consacrés à la prévention. Il fallait, en outre, tenir compte des diminutions d'effectifs provoquées non seulement par l'aide à la mise sur pied de la force locale algérienne et par les désertions ou les départs parmi les Français de souche nord-africaine (qui ▶


S. Attal


Ph. Alain

Arrivée triomphale dans Alger, le 3 juillet 1962, des membres du gouvernement provisoire algérien.


Privat

l'encadrement de la masse se poursuivait

quittaient peu à peu les régiments de tirailleurs, pour rejoindre l'armée algérienne), mais aussi par les libérations dans le contingent et les prélèvements sur les corps dont la dissolution était prévue.

Dès le début du mois de juin, la juxtaposition des forces françaises et algériennes, agissant soit en coopération, soit par intégration, pour la police, les C.R.S. et les gendarmes, était entrée dans les mœurs et le processus de transfert était largement engagé sinon terminé dans de nombreux cas. Le préfet de police conservait encore, quoi qu'il en soit, l'autorité sur l'ensemble des forces et ce ne fut pas la moindre de nos surprises que de constater qu'intégrées ou non les forces algériennes mettaient un point d'honneur à faire aussi bien que les forces françaises. Si elles y arrivaient souvent, c'est que l'esprit de la coopération entrait dans les faits. L'objectif pacifique étant devenu le même pour tous, on assista à une véritable fraternisation d'armes que les plus optimistes n'osaient espérer.

Après le 17 juin, la volonté de destruction et de terrorisme chez les uns, d'autodéfense chez les autres, cessa et les effectifs des forces de l'ordre arrivèrent, par l'utilisation des Algériens, à des chiffres probablement jamais atteints. Le Grand Alger, bien administré, où la circulation intense et fébrile était parfaitement assurée par des Algériens bien encadrés par des Français et fiers de leurs belles tenues et de leur autorité toute neuve, redevint la métropole nette et blanche qu'il n'avait pas été depuis longtemps. Le système des barrages — aussi bien des barrages routiers chargés de contrôler les pénétrantes que des barrages intérieurs — continuait à rester en place mais son fonctionnement bon enfant et libéral donnait à la population une grande impression de sécurité sans qu'elle se sentît brimée. Le seul point noir restait l'exode : on a vu comment et pourquoi ce processus restait irréversible.

La masse des Algériens s'occupait assez peu de l'exode, qui les laissait souvent, en apparence, indifférents. La réorganisation de la vie dans leurs quartiers et la préparation du scrutin du 1er juillet accaparaient tout leur temps.

D'abord l'encadrement systématique de la masse se poursuivait par la désignation de responsables à des échelons de plus en plus bas. Ces responsables avaient quelquefois, concurremment avec les ser-

A Géryville comme partout ailleurs en Algérie, les musulmans fêtent bruyamment l'indépendance.



Enfin débarrassé ▶ du « boulet algérien », le général de Gaulle se tourne vers l'avenir...

Coll. particulière



Ben Khedda aussi, ▶ sourit à l'avenir. Mais à Tlemcen, le 22 juillet, Ben Bella et Mohamed Khider annoncent la constitution d'un bureau politique, véritable coup de force qui engendra l'éclatement, puis la disparition du G.P.R.A.

Gamma

Toute l'Algérie pavoise aux couleurs vert et blanc. Mais dans le bled, le drapeau français, parfois, flotte sur des regroupements.





Farès, habile ▶ homme politique, président de l'exécutif provisoire – trait d'union entre l'ancienne et la nouvelle Algérie.

Ch. Courrière/Paris-Match

vices officiels, la charge de la surveillance et du contrôle de chaque immeuble ou de chaque groupe d'immeubles. Dans l'immédiat, ils étaient surtout destinés à orienter et à « faciliter » le vote d'autodétermination. Leur action dans chaque quartier était d'autant plus efficace que les personnes — individus ou groupes — désignées pour exercer une activité politique étaient choisies parmi celles qui avaient déjà été investies, depuis mars, de responsabilités sociales diverses, dans les distributions de vivres notamment. Le quadrillage des quartiers algériens par le F.L.N. se poursuivait ainsi de façon très rapide.

Ensuite, la préparation du référendum comportait l'organisation de réunions publiques et contradictoires. C'était la grande nouveauté et elle dépassait l'imagination de 90 % de la population française et de la majorité de l'armée. Et pourtant!... Il fallait bien commencer par quelque chose. Ces réunions se déroulèrent un peu partout dans le calme. Il s'agissait plutôt de conférences d'information, qui étaient écoutées d'autant plus religieusement... que quelques jours avant on tuait dans tous les coins. Au cours d'une de ces réunions, tenue vers le 29 juin au Clos-Salembier, dans une cour d'école, et à laquelle j'assistai sans être vu, de l'intérieur d'une salle de classe, je pus entendre les questions posées à l'orateur et notamment celle-ci :

« Dis, maintenant, on ne tue plus. Alors, qu'est-ce qu'ils font tous avec leur mitraillette dans la rue, et en uniforme encore? C'est comme la guerre! »

La réponse fut que les armes faisaient partie de l'uniforme, mais que depuis la signature des accords on ne s'en servait plus — et que l'on ne s'en servirait plus jamais. Puissance de l'illusion... Il y avait à peine huit jours que les armes s'étaient tues et on parlait déjà de paix définitive...

Enfin, la perspective du référendum comportait partout la mise à jour du fichier électoral. On a pu croire que ces documents étaient tenus de façon plus ou moins précise en Algérie... Or, malgré les destructions, malgré les regroupements, malgré la guerre, les listes électorales étaient à peu près à jour en juillet 1962, et à la mairie d'Alger, après le plastiquage du 17 juin, rien ne s'opposait plus à ce que tout fût prêt pour le jour du vote.

Un véritable monument

La force locale algérienne et les forces supplétives de police algérienne étaient, à la fin du mois de juin, pratiquement en place. Dès le 13 juin, une instruction générale, signée d'Omar Mogdaf, directeur de la force locale, précisait les missions de ses troupes à l'occasion du référendum de l'autodétermination. Cette instruction, en tout point comparable aux instructions françaises sur lesquelles elle prenait modèle, définissait le rôle de la force locale, appelée aussi force de l'ordre, au cours du prochain scrutin ainsi que dans la période qui le précéderait ou le suivrait. Il était bien indiqué qu'en toute circonstance les unités de la force de l'ordre, conjointement avec la gendarmerie française et les services de police (encore sous autorité française), assureraient le maintien ou le rétablissement de l'ordre sous la responsabilité des préfets ou des autorités administratives d'emploi — en général françaises. Elles devraient fournir à ces autorités tous les renseignements touchant à l'ordre et au respect de la loi. Cette instruction était un véritable monument de libéralisme, tout à fait dans la ligne des accords d'Évian. Tout y figurait : la protection de la propagande par les partis autorisés, la protection des réunions publiques, l'application des décisions préfectorales d'interdiction ou de « cantonnement », l'action impartiale en cas de rixes ou de troubles, la protection des personnes et des biens, le contrôle de la fraude électorale, la protection des urnes et le maintien de l'ordre aux abords ou à l'intérieur des bureaux, la protection des commissions itinérantes de contrôle et du transfert des urnes dans les centres de dépouillement; enfin, la préparation du personnel à ces missions nouvelles pour lui...

La paix régnait. Il y eut bien quelques simulacres de fantasias, le 30 juin et le 1er juillet, qui faisaient croire, au moins au début, à des incidents, mais elles se déroulèrent sous l'œil bienveillant des forces de l'ordre — j'assistai à l'une d'elles, du côté de Ben-Aknoun; et puis comment empêcher des hommes qui portent des armes — et ne s'en servent plus pour tuer — de se défouler en les utilisant?...

Dans la fièvre

Les forces françaises se préparaient, de leur côté, à l'autodétermination. Une instruction générale du 27 juin fixait l'attitude des militaires dans la nouvelle « ambiance » d'un pays qui allait devenir indépendant. La dissolution du commandement autonome du Nord algérois était prévue pour le 20 juillet et ses attributions territoriales devaient disparaître dès le 1er. L' « intention » générale des instructions était : de faire contribuer l'armée à amplifier le climat de confiance entre les deux communautés et de protéger les ressortissants français en tant que de besoin; de maintenir les missions de sécurité (garde des points sensibles et protection des communications); de faire reprendre l'instruction dans les corps de troupe; de faire reconstituer le potentiel des unités en matériel de toute catégorie.

Une attitude exemplaire, digne et amicale était exigée. Des liaisons avec les autorités militaires algériennes étaient prévues, en attendant la mise en place des instruments mixtes organiques de contact. Enfin, une directive du préfet de police, en date du 30 juin, prévoyait le transfert des gardes statiques des points dont la responsabilité incombait à l'Algérie.

Le référendum se préparait dans la fièvre et dans l'allégresse. On avait essayé de tout prévoir... et il ne se passa à peu près rien, car ce n'est qu'après le 5 juillet, avec les désaccords internes au sein du G.P.R.A., que devaient commencer les difficultés, parmi lesquelles les enlèvements d'Européens et les règlements de comptes ne furent pas les moins attristantes... H

Jean BELLAC



D. Foucher

LE PRIX D'UNE GUERRE

Les pertes en vies humaines pendant la guerre d'Algérie ont donné lieu à des estimations diverses (1)...

Voici, puisés aux sources — états-majors des armées, déclaration de Louis Joxe parue au *J.O.* en 1962, bulletins périodiques du commandement en chef en Algérie, documents émanant du F.L.N., communication de Krim Belkacem —, les chiffres qui méritent, semble-t-il, d'être retenus.

Du côté français

I. Militaires des 3 armées (terre, air, marine) :

*a) **tués***

au combat ou par attentat :
15 583 dont 7 500 après avril 1961 ;
par accident :
7 917 dont 2 978 après avril 1961 ;
morts par maladie ou suicide :
1 114 dont 338 après avril 1961 ;
soit au total :
24 614 dont 10 816 après avril 1961.

Sur 24 614 tués des forces de l'ordre, on compte environ 3 500 musulmans : tirailleurs, spahis, harkis, G.M.P.R., mokhazni.

Les pertes subies après le putsch d'avril 1961 et pendant que se développaient les négociations avec le F.L.N. ont été proportionnellement plus importantes que précédemment. Elles sont dues à une recrudescence du terrorisme et à des attaques de postes et de convois, qui s'exerçaient avec d'autant plus d'efficacité que, depuis cette date, le gouvernement a commencé le rapatriement de grandes unités, démantelant le quadrillage de pacification et que, le 20 mai 1961, il a décidé unilatéralement la suspension des opérations militaires. Le F.L.N. n'a pas tenu sa promesse, faite aux négociateurs des préliminaires d'Évian, d'interrompre lui aussi ses activités militaires ou terroristes.

*b) **blessés***

au combat ou par attentat :
35 615 dont près de 17 000 après avril 1961 ;
par accident :
29 370 dont près de 5 800 après avril 1961 ;
soit :
64 985 dont près de 22 800 après avril 1961.

De même que pour les tués, le nombre des blessés d'avril 1961 à juillet 1962 est important.

*c) **disparus ou prisonniers***

1) *soldats européens*

Un millier. Le F.L.N. libéra très peu de prisonniers (une dizaine). Une centaine d'hommes passèrent au F.L.N., dont

(1) N.D.L.R. Les chiffres des pertes données dans ce texte ou dans les encadrés ont été puisés aux sources officielles. Il est bien évident qu'ils ne peuvent tenir compte des décès survenus après le cessez-le-feu. Il est certain également que, selon l'une ou l'autre des parties, le nombre des tués peut être gonflé, ne serait-ce que pour des raisons de propagande. Nous n'avons donc pas tenu compte des renseignements non officiels. L'exemple de l'affaire de Sétif montre quelles difficultés peuvent avoir des enquêteurs pour établir la vérité sur une opération limitée. Les pertes de tous les belligérants de la seconde guerre mondiale ne sont pas connues avec certitude trente ans après, malgré les innombrables recherches entreprises par tous les gouvernements et la Croix-Rouge.





Médard

Des goumiers portent ▶ en terre un lieutenant français : un mort de plus à inscrire sur la liste, déjà longue, des victimes de la guerre. Les morts, les blessés, les « disparus », sont mis en chiffres, en courbes, en statistiques, mais...

◀ ... connaîtra-t-on jamais le nombre réel des victimes de ce conflit où tous les coups étaient permis et où les civils étaient aussi exposés que les militaires ? *(Photo :)* une *Alouette* s'est écrasée au sol : un accident parmi d'autres.



Marchadier

Pourra-t-on jamais ▶ savoir aussi combien de musulmans furent tués alors qu'ils ont été tout à la fois les victimes de « bavures » et d'attentats du côté français, de règlements de comptes et d'épuration du côté du F.L.N. ?

77 légionnaires, au cours des huit années de guerre. Les autres, pour la plupart, rejoignirent l'O.A.S.

2) *soldats musulmans*

Quatre mille musulmans, environ, disparurent de 1954 à 1961, déserteurs pour la plupart, encore qu'un certain nombre d'entre eux aient été enlevés.

Après avril 1961, il n'est plus possible ▶

Reveillère



◀ Enterrement d'un supplétif musulman. « Le cessez-le-feu n'est pas la paix », déclara par deux fois Ben Khedda au soir d'Évian. En effet. Et pendant que les forces françaises, neutralisées par le cessez-le-feu, amorçaient leur regroupement, l'A.L.N. de l'intérieur, grossie par les « résistants de mars », se déchaînait tandis que, de leur côté, les commandos O.A.S. redoublaient d'activité. Et les plus nombreuses victimes de ces mois de terreur seront les musulmans : des milliers mourront.

Joxe ne fait pas état de tous les charniers découverts où les cadavres

de tenir le compte des disparus et des déserteurs.

On estime que plusieurs dizaines de milliers de musulmans ayant servi dans l'armée française à des titres divers ont été assassinés par le F.L.N. au moment de l'indépendance.

II. **Pertes civiles :**

*a) **tués par le F.L.N.***

		av. avril 1961
Européens :	2 788 dont	2 400
musulmans :	16 378 —	12 500
soit au total :	19 166 —	14 900

*b) **blessés par le F.L.N.***

		av. avril 1961
Européens :	7 541 dont	5 500
musulmans :	13 610 —	10 000
soit au total :	21 151 —	15 500

*c) **disparus***

		av. avril 1961
Européens :	875 dont	400
musulmans :	13 296 —	10 000
soit au total :	14 171 —	10 400

Ces chiffres appellent les remarques suivantes :

1) les chiffres de 19 166 civils tués, 21 151 blessés, 14 171 disparus ont été fournis par Louis Joxe à la date du 19 mars 1961 et figurent au *J.O.;*

2) Joxe n'a pas indiqué le chiffre des tués, blessés et disparus depuis le 19 mars jusqu'à l'indépendance;

3) le 1er septembre 1962, la Croix-Rouge internationale faisait savoir qu'elle avait été saisie de 10 650 demandes de recherche dont 4 500 émanant d'Européens. Or, à cette date, les musulmans contrôlés par le F.L.N. n'avaient plus guère la possibilité de se plaindre;

4) les 13 296 musulmans disparus signalés par Louis Joxe avaient tous fait l'objet d'une enquête de gendarmerie, ayant conclu à leur enlèvement par le F.L.N. Joxe n'a pas fait état des charniers découverts où les cadavres n'étaient plus identifiables : il pouvait évidemment s'agir de victimes des purges internes de la rébellion mais aussi de représailles de l'O.A.S. Toutefois, la gendarmerie n'allait pas partout et les plaintes, par crainte de représailles, étaient rares. Quelques sondages effectués dans certains douars permettent d'affirmer que 9 disparus sur 10 n'étaient pas signalés. Bien des musulmans enlevés ont été incorporés dans l'A.L.N.

Un exemple : en 1960, Jules Roy écrit dans *l'Express* que 2 000 personnes d'un douar proche de Bougie avaient disparu. Le maire musulman précisa qu'elles avaient été enlevées par le F.L.N. et qu'on était sans nouvelles d'elles.

Avec la marge d'erreur qu'une telle estimation peut comporter, on peut évaluer le nombre des musulmans disparus et abattus par le F.L.N. à 50 000 jusqu'au 19 mars 1962.

PERTES EN ALGÉRIE DU 1-11-1954 AU 2-2-1962

	Tués au combat			Disparus - Prison.			Déserteurs (1)		
	Off.	S/Off.	Troupe	Off.	S/Off.	Troupe	Off.	S/Off.	Troupe
Français (carrière)	522	910	723	9	31	31	4	62	157
Français (appelés)	320	520	5 219	3	15	241	4	8	367
Gendarmes	4	272	37		7			7	4
Légionnaires	40	158	1 009		1	24		94	3 135
F.S.N.A.	3	113	1 140		27	462	8	143	6 046
Africains	3	49	448		10	11		3	13
	892	2 022	8 576	12	91	769	16	317	9 722
Total tués au combat		11 490							(1) Passés au F.L.N.
Tués accidentellement	312	1 073	4 581						
Total tués accidentellement		5 966							
TOTAL TUÉS		17 456							

Chiffres officiels des pertes humaines, côté français, pendant la guerre d'Algérie. Mais ce tableau est incomplet puisqu'il ne fait pas état de tous ceux qui ont trouvé la mort ou ont été blessés de mars à juillet 1962.

PERTES DU SERVICE DES AFFAIRES ALGÉRIENNES
(S.A.S., S.A.U. et S.A.T.)
en Algérie de 1956 à mars 1962 et en métropole

Années	Officiers		Sous-Officiers		Attachés		Mokhazni	
	Tués	Blessés	Tués	Blessés	Tués	Blessés	Tués	Blessés
1956	11	31	1	7	7	1	58	22
1957	8	24	7	21	6	2	94	51
1958	16	25	9	32	9	3	108	153
1959	13	31	4	21	8	7	173	168
1960	14	23	7	19	2	12	71	191
1961	9	18	5	23	7	12	80	286
Janv.-Fév. 1962 ..	2	3	–	1	3	5	28	26
TOTAL	73	155	33	124	42	42	612	897

TOTAL GÉNÉRAL : 760 tués
1 218 blessés

Du côté du F.L.N.

Le 1er janvier 1961, le total des bilans journellement établis depuis le 1er novembre 1954 s'élevait à peu près exactement à 100 000 rebelles tués.

Ce chiffre réclame quelques commentaires :

a) il s'agit de 100 000 hommes tués au combat ou au cours d'actions répressives contre le terrorisme. Dans la proportion de 90 %, ces hommes figuraient comme rebelles soit dans les fichiers de police, soit dans l'ordre de bataille de la rébellion tenu à jour par le 2e bureau grâce aux nombreux documents trouvés ou saisis, aux interrogatoires de prisonniers et aux déclarations de ralliés;

b) parfois les rebelles tués étaient comptés deux fois, et par les unités opérationnelles, et par le commandement territorial, lorsqu'on avait affaire à des amateurs de bilans. La salle Opération de l'E.-M.I. devait souvent redresser les doubles emplois, si on peut s'exprimer ainsi;

c) en revanche, bien des rebelles, blessés, sont sans doute morts dans le djebel, faute de soins;

d) dans le laps de temps considéré, le nombre des armes récupérées sur le terrain s'est élevé à 99 000;

e) il n'a pas été tenu compte des purges

Les attentats terroristes, au cours de la guerre, ▶ ont été très nombreux et meurtriers. *(Photo :)* des maquisards ont fait sauter la voie : le train a déraillé.

ne sont plus identifiables

que le F.L.N. opérait en son sein. Ni les forces de l'ordre ni l'A.L.N. n'étaient alors en mesure d'en connaître le volume avec exactitude. Personnellement, pour avoir suivi la question de très près, j'affirme que ces purges ont porté au minimum sur :

1 000	rebelles	en Tunisie	
500	—	au Maroc	
2 000	—	en wilaya	1
500	—	—	2
3 000	—	—	3
1 500	—	—	4
500	—	—	5
3 000	—	—	6

soit 12 000 soldats de l'A.L.N. et j'ai la certitude d'être en deçà de la vérité;

f) il faut également ajouter au bilan des pertes de l'A.L.N. 500 fellaghas tués au cours d'engagements avec l'armée et la garde tunisiennes exaspérées par les rebelles algériens et 1 500 hommes abattus par l'armée de libération marocaine, qui disputait au F.L.N. l'autorité sur les confins algéro-marocains.

A la fin de la guerre, dix-huit mois après le 1er janvier 1961, on avancera le chiffre de 141 000 fellaghas tués. On peut le tenir pour vraisemblable.

Ainsi, la communauté musulmane aurait perdu :

141 000 hommes tués par les forces de l'ordre,
12 000 fellaghas victimes des purges internes,
2 000 hommes tués par les Marocains et les Tunisiens,
3 500 soldats musulmans des forces de l'ordre,
16 000 civils musulmans (y compris les membres des autodéfenses tués par le F.L.N.),
50 000 civils enlevés et sans doute exécutés par les rebelles du 1er novembre 1954 au 19 mars 1962,
150 000 musulmans civils et anciens membres des forces de l'ordre abattus après le cessez-le-feu pour avoir servi la France,

soit 374 500 personnes, dont 144 500 par suite des opérations menées par les forces de l'ordre (1).

On est évidemment très loin du génocide dénoncé par le F.L.N. pour les besoins de sa propagande. Le F.L.N. prétend que 800 000 morts ont jalonné le chemin de l'indépendance!

J'ai eu l'occasion de poser la question à Krim Belkacem : 300 000, me répondit-il.

Un de mes amis interrogera un ancien chef de l'A.L.N. à ce sujet : 350 000, répondra ce dernier.

Peut-être mes estimations passent-elles la vérité. En tout état de cause, l'Algérie comptait, en 1954, 9 millions de musulmans, elle en comptait 12 540 000 en 1963 et 13 349 000 en 1969. H

Général JACQUIN (C.R.)
ancien directeur du Bureau d'études et de liaisons en Algérie.

(1) N.D.L.R. : L'auteur ne comptabilise dans son bilan ni les « disparitions » de musulmans durant la terrible « bataille d'Alger » ni celles constatées dans les divers camps d'internement et qui font l'objet de nombreux ouvrages dont le sérieux ne peut être mis en doute.



Pagès/Paris-Match

Les maisons de ce petit village algérien ont été enfumées par une patrouille française : si des paysans ont donné asile à des *djounoud*, ceux-ci seront bien obligés de sortir de leur cachette s'ils ne veulent pas mourir étouffés.

Courdent



PUIS LE DRAPEAU FRAN

◀ La pointe de Sidi-Ferruch où, le 14 juin 1830, « par ordre du roi Charles X, sous le commandement du général de Bourmont, l'armée française vint arborer ses drapeaux, rendre la liberté aux mers, donner l'Algérie à la France ». Ainsi commença la conquê

... de l'Algérie conquête laborieu qui devait du plusieurs années. C douze ans plus ta . dans la nuit du novembre 1942, d commandos ang américains débarquaie à Sidi-Ferru premier pas vers libération d nations européenn du joug allema

Coll. général de Rougemont

VEILLÉE d'armes. Personne ne dormit dans la nuit du 13 au 14 juin 1830. Le temps était magnifique. L'honneur de débarquer la première échut à la division Berthezène; chacune des deux brigades Achard et Poret de Morvan mettait trois bataillons en première ligne. Le détachement de la brigade Poret de Morvan se composait du 1er bataillon du 3e de ligne, du 1er bataillon du 4e léger et du 1er bataillon du 2e léger, dont le drapeau était porté par le capitaine Changarnier. C'est la compagnie de carabiniers du 4e léger, capitaine Paté, qui la première aborda la côte.

Le 14 juin, vers 5 heures, les deux premières brigades de la division Berthezène occupaient toute la presqu'île de Sidi-Ferruch; la troisième suivait et déjà commençait le débarquement de la 2e division, commandée par le général de Loverdo.

Le général en chef et son état-major débarquèrent vers 7 heures.

Le 15 juin 1964, sur le quai du port militaire d'Alger, les forces françaises sont alignées aux ordres du lieutenant-colonel Thimonnier, commandant un sous-groupement comprenant un état-major, une section prévôtale de la 20e division, le 9e bataillon d'infanterie de marine, le 1er régiment de spahis, un détachement des transmissions, la musique de la 20e division, ainsi que l'état-major opérationnel du général commandant supérieur des forces armées françaises en Algérie et l'état-major opérationnel du général commandant la 20e division.

Une centaine de civils français, membres de l'ambassade, fonctionnaires de la coopération, colons, industriels et hommes d'affaires, sont là aussi, pour le dernier adieu.

A 7 h 50, les honneurs sont rendus au drapeau du 9e bataillon d'infanterie de marine et à l'étendard du 1er spahis en présence du général commandant la 20e division.

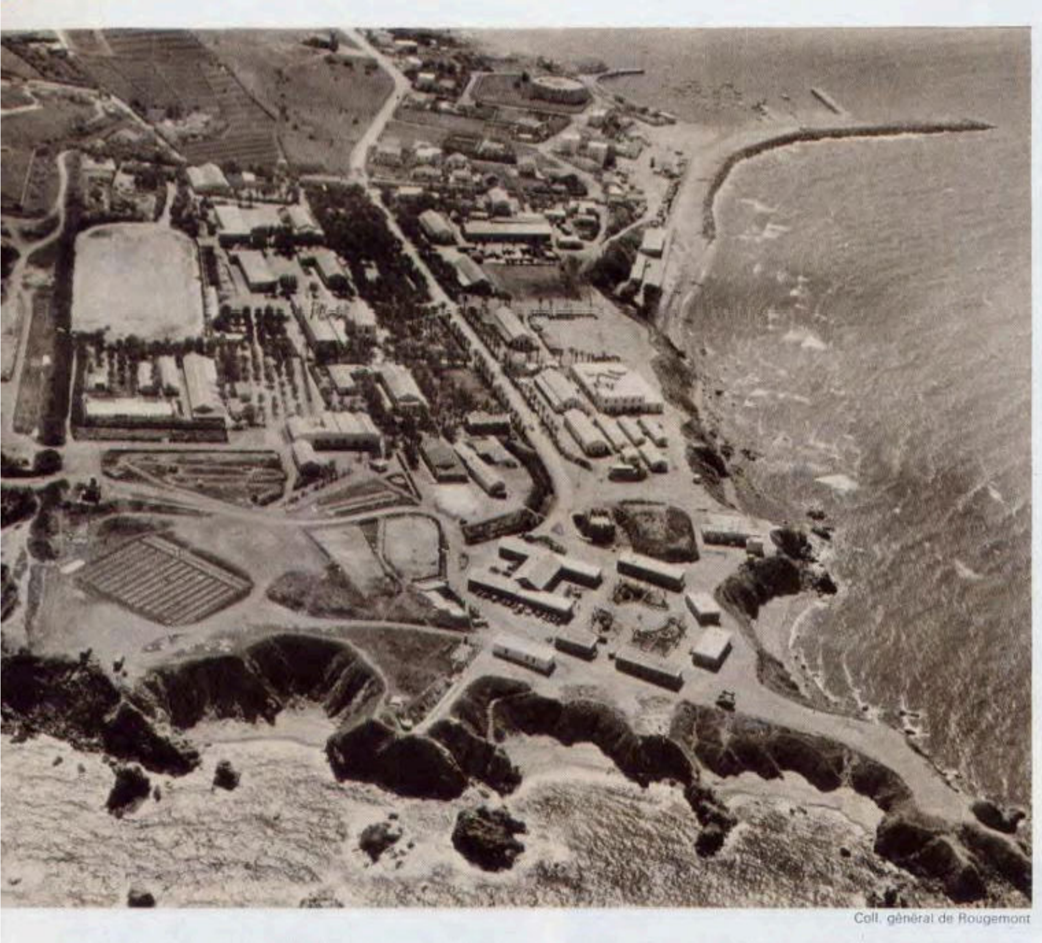
A 8 heures, salut aux couleurs sur terre

E.C.P.A.



A la suite des ▶ entretiens de Broglie-Ben Bella, qui se dérouleront à Alger du 30 avril au 2 mai 1963, il a été décidé que l'évacuation des troupes françaises serait achevée le 30 octobre 1964, soit huit mois avant la date prévue par les accords d'Évian. Dans de nombreux secteurs, d'ailleurs, le rapatriement s'effectuait de manière accélérée et était en avance sur le calendrier prévu. *(Photo :)* les troupes sont passées en revue avant de monter à bord.

ÇAIS FUT AMENÉ...


Coll. général de Rougemont


Coll. général de Rougemont

Le général du ▶ Temple de Rougemont, qui succéda au général Le Masson à la tête de la 20e division, qui avait remplacé le corps d'armée d'Alger et dont le P.C. était installé au camp de Siroco.

et sur les bâtiments de la marine nationale sur lesquels embarqueront tout à l'heure le général commandant supérieur et certaines unités de combat.

A 8 h 5, arrivée du général de Camas, commandant supérieur.

A 8 h 13, arrivée de Georges Gorse, ambassadeur de France en Algérie.

La prise d'armes se déroule suivant le cérémonial habituel; *la Marseillaise* retentit. La dernière. L'émotion est profonde; parmi les Français qui restent, beaucoup ont peine à retenir leurs larmes. Le commandant supérieur lit son ordre du jour. Puis les unités s'embarquent derrière le drapeau du 9e bataillon d'infanterie de marine et l'étendard du 1er spahis, les unes sur les bâtiments de la marine nationale, les autres sur le *Président-Cazalet*. L'ambassadeur prend congé des officiers. Les généraux disent adieu aux personnalités civiles et montent à bord. Les amarres sont larguées, les bateaux glissent sur l'eau calme; les unités de l'armée de terre, alignées sur les ponts, présentent les armes : c'est l'adieu de l'armée à la terre d'Algérie dans le silence, rompu seulement par le cri des mouettes et le bruit des hélices.

Cent trente-quatre ans et une vingtaine de kilomètres séparent ces deux épisodes, les premier et dernier paragraphes de l'histoire de l'armée française à Alger.

Les lignes qui vont suivre tenteront de donner une idée de ce que fut l'activité de la 20e division, dernière unité française d'Alger, dans les mois qui ont précédé le départ définitif.

Peu après les accords d'Évian, le commandement des forces françaises en Algérie avait été réorganisé : les trois corps d'armée d'Alger, Oran et Constantine avaient fait place aux 20e, 4e et 2e divisions. L'ensemble, connu sous l'appellation de « force d'apaisement », devait être progressivement réduit jusqu'au départ définitif, sauf en ce qui concernait les sites du Sahara et la base de Mers el-Kébir où, conformément aux accords, une force de protection réduite devait demeurer plus longtemps. Au début de 1963, la force d'apaisement s'élevait à 152 000 hommes, placés sous les ordres du général de Brébisson, commandant supérieur des forces armées françaises en Algérie, disposant d'un état-major interarmées. Après les épreuves qu'avait subies l'armée avant l'indépendance et immédiatement après les accords d'Évian, il était indispensable d'assigner aux unités des objectifs qui pussent justifier les efforts qui leur seraient encore demandés. Le général Le Masson, commandant la 20e division, de son P.C. au camp de Siroco sur la rive est de la baie d'Alger, précisait ainsi les missions de la 20e division le 18 janvier 1963 : « Protéger, en cas de troubles, les ressortissants se réclamant de la nationalité française et ▶

E.C.P.A.



A Bône, des chasseurs ▶ alpins embarquent à leur tour pour la métropole. Pour le gouvernement français, dès l'instant où la grande majorité des Européens avait quitté le pays, il lui était devenu possible d'accéder à la demande d'évacuation anticipée de Ben Bella. Au printemps de 1963, il ne reste plus en Algérie que 180 000 à 200 000 Français. Mais il n'est pas moins vrai que le départ des troupes augmente, chez les pieds-noirs, le sentiment d'insécurité.



Moisy/Paris-Match

◄ Juin 1964. Les dernières forces françaises évacuent l'Algérie, à l'exception des unités stationnées à la base de Mers el-Kébir et au Sahara (dix mille hommes environ). L'évacuation se produira finalement plus d'un an avant la date prévue par les accords d'Évian.



Moisy/Paris-Match

les principales installations militaires et civiles » et après avoir insisté sur l'importance d'être en mesure de faire face à toute éventualité, il ajoutait : « Mais, dans mon esprit, et malgré les déceptions prévisibles, face à un jeune pays indépendant depuis peu et après sept ans de guerre, le premier terme de la mission est de contribuer par notre présence à rétablir et à développer un climat de confiance entre les diverses communautés. » C'était donc dans un esprit de générosité, d'abnégation et, comme le général Le Masson le disait lui-même, peut-être avec une certaine utopie, que l'armée d'Afrique abordait cette dernière phase de sa tâche en Algérie. Nous allons voir que, si elle ne devait guère être payée de retour, elle a trouvé néanmoins dans l'accomplissement de cette austère mission d'autres sources de satisfaction.

Le gouvernement algérien devait faire face à de multiples problèmes; parmi ceux-ci, l'opposition kabyle devait prendre, par moments, pendant la période considérée, un aspect quasi révolutionnaire. Néanmoins, ces événements touchèrent assez peu les forces françaises dont la liberté de mouvement ne fut pour ainsi dire pas entravée. Ce fut là un aspect particulièrement favorable, car les manœuvres, les tirs et les transports purent s'effectuer conformément aux plans du commandement. Cet état de fait contribua largement au maintien du moral et de l'entraînement des unités. En revanche, le comportement de certains fonctionnaires algériens appartenant à diverses administrations — finances, douanes, police en particulier —, par son côté tatillon, mesquin et parfois franchement hostile, rendit souvent désagréables les formalités d'entrée et de sortie en provenance ou en direction de la métropole pour les Français, membres des forces ou non.

En raison même de la situation politique confuse, l'armée algérienne se préoccupait peu des activités de l'armée française. Une mission de liaison auprès du commandement algérien avait été mise en place et nos grandes unités avaient des officiers de liaison auprès des commandements territoriaux algériens aux différents échelons. Les contacts de part et d'autre furent courtois, sans plus. Dans le cadre de la gendarmerie et du service de santé, la coopération fut plus apparente et découlait d'accords particuliers. Les missions de liaison eurent, pour le commandement français, l'avantage de permettre à celui-ci d'être renseigné sur les activités et les tendances des forces algériennes et auraient sans doute permis de déceler plus facilement tout indice défavorable.

Dans la dignité et l'honneur

La population française, très réduite, savait qu'elle ne pouvait plus compter sur l'armée, sauf en cas de menace directe contre les personnes. Ceux des colons qui restaient firent preuve d'un grand courage dans l'adversité et quelques cas d'aide discrète et officieuse que l'armée put leur apporter contribuèrent à resserrer les contacts entre civils et militaires français isolés sur cette terre désormais étrangère. Certains cadres n'oublieront jamais l'hospitalité dont ils bénéficièrent de la part de compatriotes faisant eux-mêmes leurs bagages et dont le sort était infiniment plus cruel que le leur!

Le commandement français entretint pendant toute cette période de très bons rapports avec les autorités et les nombreuses communautés religieuses françaises destinées à rester en place. L'armée les fit largement profiter de matériels divers dont le transfert en métropole ne s'imposait pas.

Enfin, le commandement français trouva toujours auprès de Georges Gorse, ambassadeur de France, de ses collaborateurs, dont le colonel Pichon, attaché militaire, et des divers consuls, toute la coopération

tion politique, l'A.L.N. s'occupait peu des activités de l'armée française



Coll. général de Rougemont



Coll. général de Rougemont



Coll. général de Rougemont

Coll. général de Rougemont

Coll. général de Rougemont

Dans la dignité et l'émotion, l'armée française quitte l'Algérie. Célébrant leur départ, Ahmed Ben Bella déclarera à la radio algérienne, le 15 juin, que « la présence des troupes françaises dans les bases de Mers el-Kébir et du Sahara trouvera bientôt une solution »...

et, dans certains cas, l'assistance efficace qu'il pouvait souhaiter.

Il n'en demeurait pas moins que, du point de vue strictement diplomatique, le maintien d'un important contingent militaire français dans une Algérie indépendante ne répondait plus à une nécessité d'intérêt national et, à l'extrême, pouvait être à l'origine d'incidents regrettables.

D'autre part, et contrairement à ce que pouvaient penser certains, l'armée dans son ensemble ne tenait pas à demeurer plus longtemps qu'il n'était nécessaire dans un pays où sa présence ne se justifiait que par le délai indispensable à un retrait en bon ordre, dans la dignité et l'honneur.

Aussi la nouvelle de la décision gouvernementale de réduire le délai de présence des forces armées françaises prévu par les accords et de fixer la date du départ des derniers contingents à la mi-1964 fut-elle bien accueillie.

Le 1er mai 1963, le général du Temple de Rougemont, depuis trois mois adjoint du général Lapaume, commandant la 4e division à Arzew, succéda au général Le Masson à la tête de la 20e division.

A la même date, le commandement du Sahara — 27e division, général Guibaud — était dissous et le Sahara oriental était inclus dans la zone de responsabilité de la 20e division. Cette grande unité était articulée comme suit :

P.C. de la division au camp de Siroco, Cap-Matifou;

31e brigade : colonel Fournier (1), dans la région d'Aïn-Taya, répartie sur une quinzaine de points;

32e brigade : général de Massignac, sur Médéa, Blida, Boufarik, Alger, tenant une douzaine de points;

33e brigade : colonel Ernoult (2), dans

(1) Auquel succédera le général Giroult.
(2) Auquel succédera le colonel Guinot.

(Suite page 3220)



LES CIGOGNES DE TÉBESSA

HISTORIA
magazine

Supplément au numéro 371

LA GUERRE D'ALGÉRIE

Nos lecteurs écrivent...



Serge Durrieux

La place des Victoires voit, quel que soit le temps, les Oranais venir aux nouvelles... qui provoquent espoir ou désespoir.

– REGARD EN ARRIÈRE

Un officier écrivait en mars 1959 : Je voudrais quelques journées pour décanter un peu tout ce que presque trois années ont accumulé, tout ce qu'elles ont apporté, car ce sont sûrement jusqu'ici les années les plus riches de ma vie.

J'aurai connu ici des êtres nouveaux. J'aurai appris beaucoup de choses sur la vie et sur les hommes, sur la vanité des choses terrestres et sur la mort. Tout cela, c'est probablement ce qu'on appelle la maturité ; ça me manquait. C'est pourtant bien un peu en enfant gâté que je quitterai ce régiment ; il ne m'aura pas donné la gloire des armes, il ne m'aura pas donné la satisfaction d'une troupe bien en main puisque mes déserteurs m'auront à tout moment mis en garde contre une trop grande confiance, il ne m'aura même pas donné la satisfaction de voir se réaliser un travail concret de pacification puisque nous avons changé douze fois de cantonnement ; par contre, il ne m'aura ménagé ni les embûches, ni les faux espoirs, ni les désillusions ; on est plus riche de ses échecs que de ses succès.

Je garderai en tout cas toujours vif le souvenir des levers de soleil en forêt, des nuits enroulé dans le burnous et couché sur quelques touffes d'armoise arrangées par mon ordonnance, des feux du soir où chauffe le café, des complaintes arabes fredonnées par mes ▶

La vérité des deux côtés...

C'est avec grand plaisir que j'ai lu votre revue sur la guerre d'Algérie. Certes, elle parlait de la guerre, mais elle a aussi fait revivre ce pays tel qu'il était quand les pieds-noirs y vivaient. Qu'il soit mieux ou pire, actuellement, je ne peux en juger, d'abord parce que je n'y suis plus retournée, mais aussi parce que, même si j'y allais, mon jugement serait subjectif.

Mais ce n'est pas là mon propos. Si j'écris aujourd'hui, c'est pour vous faire une suggestion.

Les événements d'Algérie ont eu d'autres conséquences : l'éclatement et la dispersion de la communauté pied-noir dans toute la France. Parents et amis sont partis chacun de son côté et très souvent ne se sont plus retrouvés.

Mon idée est celle-ci : ne pourriez-vous proposer à vos lecteurs, dans une de vos prochaines revues, s'ils désirent faire connaître leur adresse? Vous pourriez dans ce cas, si les lecteurs sont d'accord, et je pense que beaucoup le seront, faire paraître un numéro spécial, ou plus si c'est nécessaire, où seraient mentionnées les adresses actuelles de tous ceux qui ont perdu contact avec leurs parents et amis.

Mme C. J..., 67200 Strasbourg

★

Étant un fidèle lecteur de votre revue, qui est très bien soit dit en passant; étant ancien d'A.F.N., je me permets de vous écrire pour une petite remarque. Dans tous vos numéros déjà parus vous avez parlé à peu près de tous les régiments en service en Algérie; mais il y a une arme que vous passez sous silence; je veux parler de l'artillerie car là-bas, ce n'était peut-être pas un régiment en majorité, mais, principalement dans le bled, il y en avait quand même.

Certes ces régiments ne faisaient pas que tirer au canon, il y avait toutes les autres tâches dont vous avez parlé (infanterie, etc.).

Bref, j'aurais aimé que l'on parle du déroulement d'une opération avec appui d'artillerie, les différents tirs, les canons utilisés pour ce genre de guerre



La ville la plus européenne d'Afrique du Nord avait cru, jusqu'au référendum, pouvoir coexister avec les musulmans. ▶

Serge Durrieux

REGARD EN ARRIÈRE *(suite)*

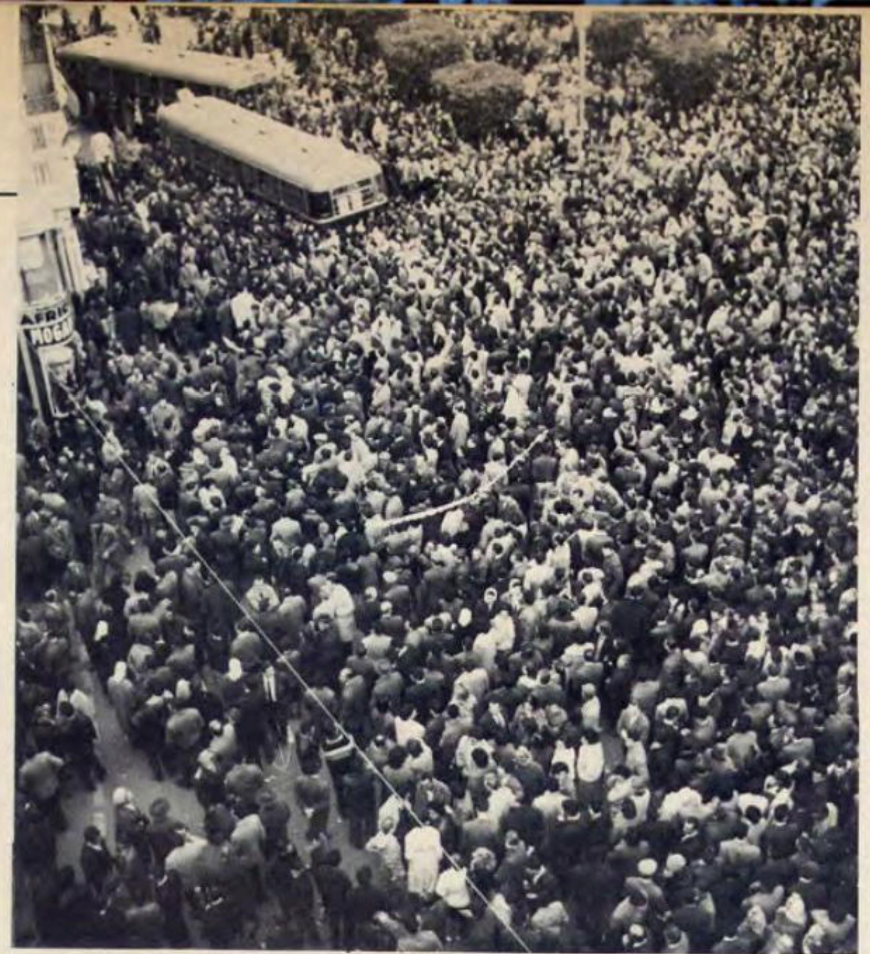
▶ spahis, de leurs subites colères et de leur rire de gosses. Les longues randonnées à cheval où l'on part de nuit, plein de sommeil, où l'on rentre fourbu et brûlé de soleil. Et puis ces vieillards très dignes qui vous bénissent jusqu'à la cinquième génération pour un simple sourire, et ces femmes apeurées agglutinées à l'angle de leur porte. Et puis aussi ces enfants transis sous la grêle et la neige qui regardent leurs maisons qui brûlent, et qui pleurent.

Il y a aussi le premier coup de feu, celui dont on ne sait pas s'il a été tiré par eux ou par nous, et puis il y a les autres; les chevaux qui ont peur et les hommes qui chassent; il y a les blessés, il y a les morts, et les vivants qui deviennent des morts et ceux qui ne le deviennent pas. C'est là qu'on voit ce que contient un regard; on ne se déguise pas au feu, on est ce qu'on est, tout entier.

Les plaisanteries à la popote, les rencontres d'un camarade oublié, l'amitié de tous les jours, toutes ces choses qui ne se racontent pas avec des mots, car elles ont une couleur, une odeur, un relief, un ton qui les empêchent de tenir dans un dictionnaire.

La pauvreté d'un enterrement musulman sur un flanc de colline, avec des chèvres qui broutent des chardons et le vieux qui ramasse du bois mort entre la foule et la tombe pendant que tous récitent de longues litanies monocordes. La grandeur d'une cour d'hôpital où j'ai vu, alignés, tous ces cercueils drapés de tricolore; dans chacun il y avait quelqu'un, quelqu'un qui avait ri, couru, juré et qu'un méchant petit morceau de fer avait brisé. J'ai vu aussi ceux qu'on n'enterre pas avec les autres mais qu'on met dans un grand trou, et pourtant les uns comme les autres se sont battus, les uns pour du bleu, du blanc et du rouge, les autres pour du vert et du blanc. Ce qu'ils ont en commun, c'est le blanc et la mort.

Il nous faudra revenir un jour en pèlerinage en Algérie sans y rechercher ce qui rappellerait la France; on cherche toujours à retrouver ailleurs ce qu'on connaît déjà. Il faut avoir l'esprit neuf pour voyager. Et puis il faut du silence et du calme; entendre le vent, voir planer les cigognes, sentir la plainte des hommes, goûter un peu d'eau croupie dans un trou quand le soleil fait mal, se réveiller au long hurlement des chacals.



Serge Durrieux

Les départs vers la métropole se feront ▶ de plus en plus nombreux dès l'annonce des accords d'Évian, puis après les affrontements sanglants du 5 juillet 1962.

(car bien souvent les gens ignorent ce qu'est un canon, son fonctionnement). Les diverses katibas surprises par les obus (croyez-moi cela faisait mal), les mechtas plus ou moins bombardées. D'ailleurs la riposte du F.L.N. était de tendre des embuscades (avec pose de mines) aux pièces (canons) accrochées aux G.M.C. qui rentraient d'opérations le plus souvent de nuit (l'effet de surprise faisait mal pour nous aussi).

M. M. B..., 48300 Langogne

★

J'apprends à la lecture de l'encart du n° 100 (supplément au n° 347) l'annonce de publication de six numéros spéciaux à paraître en janvier 1974.

Je me permets de vous suggérer d'ajouter à cette série deux autres numéros spéciaux, dont les sujets seraient les suivants :

I. - L'armement et l'équipement des forces de l'A.L.N., durant la période 1954-1961 en entier. Origine, pays fournisseurs, quantités et modèles fournis, tant à titre gracieux qu'à titre onéreux ;

II. - Étude sur les intentions et le comportement des divers gouvernants français responsables, en ce qui concerne la ligne suivie en politique « algérienne »,

a) de 1954 à 1958 (13 mai),

b) de 1958 à 1961-62,

et notamment sur le point suivant : pendant la période *b)*, quelles furent les intentions exactes du chef de l'État, quant au maintien de la présence de ▶

Avoir du sable plein la bouche par un soleil de plomb. Marcher dans la neige, la nuit, quand les étoiles sont si proches et rentrer transi après avoir attendu à l'affût, effrayé soudain par l'envol d'une couple de perdreaux. Voir le soleil se lever sur le Djurdjura ou se coucher sur l'Ouarsenis en entendant, lointain, l'appel guttural du fellah qui ramène ses moutons. Tout cela vaut bien la télévision, le cinéma et le bistrot.

Que viennent ici sans parti pris ceux qui traitent doctement de l'Algérie. Qu'ils quittent Alger et les routes nationales, qu'ils prennent un cheval, un mulet ou un de ces bourricots qui ont toujours fait mon admiration, et qu'alors ils s'enfoncent dans la montagne, au cœur des douars ; qu'ils s'installent dans une mechta et qu'ils écoutent parler les hommes. Qu'ils ne posent pas de questions surtout. Ce que l'on veut exprimer vient tout doucement, en éléments de phrases, en allusions, en poésie. Là, ils apprendront que ces gens veulent leur paix à eux, leur droit à avoir leur âne qui broute devant leur porte, leur droit à s'asseoir devant leur maison, au soleil, sans risquer d'être tué ou privé de liberté, leur droit à voir leur chèvre arracher les dernières pousses du dernier arbre, leur droit à leurs qualités et à leurs défauts.

Le tort que nous avons eu, c'est d'être venus ici gagner de l'argent ; l'argent est un miroir, il ne reflète que celui qui le gagne et cache tout le reste. Nous nous sommes vus nous-mêmes au travers de nos réalisations techniques et de nos marges bénéficiaires et nous n'avons pas vu celui qui donnait le coup de pioche, celui qui pelletait, celui qui irriguait. Lui, il ne tirait pas de profit mais il vivait sans miroir, et il voyait les autres, et il en souffrait ; et puis il faisait des enfants, il en faisait beaucoup car il n'avait pas de miroir. Nous avons fait nous-mêmes notre propre malheur et ce sont ces années d'aveuglement et d'indifférence qu'il nous faut racheter.

Tous nos grands hommes ont décidé de donner beaucoup à ce pays, mais ils ne lui auront rien donné tant qu'ils n'y auront pas mis un peu de leur cœur. On est heureux quand on se sait aimé et non quand on se sait riche ou fort ou puissant. Ils ont besoin d'amour tous ces ▶

Opinions...

la France en Algérie ou à l'abandon et, plus précisément, y eut-il intention d'abandon dès le début de son septennat ou y eut-il un changement d'intention par suite de pressions émanant de puissances étrangères (U.S.A., U.R.S.S., pays arabes « pétroliers »...)?

M. R. P..., 94300 Vincennes

★

Achetant régulièrement « Historia Magazine » *la Guerre d'Algérie*, j'ai été étonnée de ne pas trouver relaté l'attentat O.A.S. perpétré à Bône le 17 mai 1961, dans lequel mon jeune frère Jean-Louis, âgé de 17 ans, a trouvé la mort. Non que je sois particulièrement friande de sensationnel et du plaisir morbide de voir notre nom sur un journal, mais il me faut bien « avaler » les exploits de ces messieurs qui ont assassiné au nom d'une Algérie française qui se résumait pour eux au maintien de privilèges aux dépens des Arabes.

A Bône, mon père était directeur de l'école de musique; avec mon frère, il animait la maison des jeunes. Dans son esprit, musulmans et Français n'étaient pas différents, et chose ahurissante dans ce pays troublé, il était gaulliste. Quelle hérésie! Il pensait que tout ce qui n'avait pas été fait, toutes les erreurs monumentales, pouvaient se racheter dans cette kermesse d'Algérie française. Il était trop tard.



Claude Kayser

La villa Joly, à Alger, deviendra le siège du F.L.N. à partir de juillet 1962.

Dans les premiers mois de 1956 et face à la mobilité des effectifs militaires qui souvent ne restaient que quelques semaines dans une même région, certains colons d'Oranie et de l'Algérois examinèrent la situation avec sang-froid. Étudiant en premier lieu les méfaits commis par les rebelles, accumulant le maximum de renseignements (1) auprès des autorités civiles et militaires, les agriculteurs mirent aussi à jour des fichiers très complets. Et alors que les militaires avaient emporté leurs archives, les successeurs trouvèrent précieuse cette documentation civile. Ces

(1) De 1955 au 7 mai 1962 sur cinq communes du Piémont au sud de Maison-Blanche, notre tableau de méfaits totalise : 307 crimes (morts ou blessés) contre musulmans; 339 crimes contre Européens; 312 dégâts matériels; 161 harcèlements.

Mon père est mort quatre ans après son fils. On ne se remet pas facilement d'une telle horreur. Tuer un homme parce qu'il refuse lui-même d'être un assassin, tuer un enfant qui refuse de toutes ses forces raton-

REGARD EN ARRIÈRE *(suite)*

gens, beaucoup plus que de chauffage central.

Ce qu'il ne faut pas, c'est être isolé. Mais, comme une maladie, l'isolement se soigne, cela ne demande qu'un peu de compréhension et de charité. Cris indignés des ingénieurs en voyant dans leurs H.L.M. de Maison-Carrée des moutons au troisième étage et le café chauffant sur un feu au milieu d'une pièce. C'est qu'on ne commence pas par des H.L.M., on commence par instruire et par aimer. Et les moutons? Ils n'y avaient pas pensé, eux, les ingénieurs. On veut toujours prendre les musulmans pour des Européens. Leurs besoins ne sont pas les nôtres, cela ne veut pourtant pas dire qu'ils ne soient pas aussi dignes d'être aimés. On leur jette l'électricité et l'eau courante, on s'imagine que cela suffit et qu'ils seront heureux ainsi.

Qu'est-ce que le bonheur sinon l'accession à la sérénité? La civilisation fait-elle le bonheur? Sûrement pas. Il y a des musulmans qui atteignent à la sérénité. Avec notre civilisation, nous péchons par orgueil. Ils sont, eux, beaucoup plus près de l'enfance que nous, donc plus heureux. Alors, c'est eux qui ont quelque chose à nous donner; mais nous ne le comprenons pas, avec nos esprits préoccupés de commerce et de pétrole. Car nous ne parlons pas des mêmes choses. Ils nous racontent une histoire et nous leur posons des questions, croyant naïvement que leur histoire est réponse à nos questions. Ce n'est plus du dialogue, c'est du bavardage. Et pourtant, le silence a son poids et sa profondeur. C'est du temps et de l'espace, du souvenir et parfois de la prophétie; le bavardage est vide et creux, il s'enfuit en laissant la tête lourde et l'oreille bourdonnante.

J'aurai eu avec mes hommes bien des satisfactions. Beaucoup sont partis, pas un ne m'a laissé indifférent. Il sera pénible le jour où je quitterai ceux qui restent; on s'attache à chacun par les joies qu'il a procurées et plus encore par les peines qu'il a causées. Plus on donne, plus on s'attache.

Pour les officiers, c'est différent. Nous sommes de même origine et de même formation, c'est moins une séparation. Mais pour ce jeune spahi, appelé, nomade vers Djelfa?... Il rentrera un jour sous sa tente, il vieillira. Gardera-t-il quelque chose de son passage ici?

LA DÉFENSE DES FERMES (1956-1962)


Gérard Thomassin

Mai 1961 : la fraternité franco-musulmane est encore une réalité...

colons dont on leur avait dit tant de mal furent pris au sérieux.

Ainsi, par exemple, nous découvrons que les méfaits les plus spectaculaires, demandant beaucoup d'exécutants, se produisent régulièrement en fin de semaine. Il faut un encadrement, découvrir l'équipe appartenant à l'usine proche fut facilité.

Les attentats contre les Européens et les musulmans, dénombrés, prouvèrent que les victimes étaient sans défense : femmes, enfants, infirmes, vieillards; on constatait moins d'attentats contre les personnes en armes.

L'autodéfense des fermes et des individus s'imposait; elle reçut son statut, son encadrement, les syndicats de défense furent créés. A la vérité et en grande partie, les agriculteurs firent seuls les frais financiers de l'opération.

Beaucoup d'agriculteurs participèrent à cette action, mais il faut bien avouer que beaucoup jugèrent aussi que protection et défense ne devaient relever que de l'armée; beaucoup payèrent de leur vie cette conception.

L'Oranie donne l'exemple de l'autodéfense, grâce à l'action compréhensive du colonel de Maison-Rouge, qui, en 1957, regroupe 107 fermes sur un projet initial de 700. Le sud-est de la Mitidja, à qui le général Massu vint donner sa bénédiction, groupe 59 fermes et 3 industries et le sanatorium très isolé de Rivet. Dans l'ouest de la Mitidja, le village de Novi s'organise en véritable *kibboutz* coopératif sous l'impulsion de ▶

---

nades et racisme, quelle belle victoire !

Pourtant nous avions été les premiers à souffrir des attentats. A Chevreul, la famille Grousset, dont vous parlez dans les premiers numéros de votre revue, et notre proche famille, notre oncle Basile, ont été assassinés par des musulmans, et bien d'autres avec eux. Mais il ne fallait pas les laisser arriver à cela. Dans cette Algérie que nous pleurons, nous étions les maîtres.

Et qui a souffert le plus de ce déchirement? Les petites gens, car il y en avait des Européens sans grands moyens à côté des colossales fortunes. Ce ne sont pas eux qui sont le plus à blâmer de s'être laissé entraîner dans cette folie. Et pourtant, nous avions l'impression de bien les connaître depuis tant d'années que nous étions voisins ou amis. Et brusquement, la bête est ressortie. Ils sont devenus ▶

Deviendra-t-il un peu de ce levain qui transformera les autres? Ou gardera-t-il, comme ses ancêtres, les yeux grands ouverts sur le passé parce que dans l'absence d'une route vers l'avenir?

Il faut commencer par faire des routes; seulement ensuite viendront les cités. La route est un moyen, c'est aussi un but. L'homme a besoin d'aller, même nulle part. L'homme qui fait une route devient sa route. Nous avons tous besoin de devenir quelque chose, de nous prolonger dans quelque chose. C'est ainsi qu'on a des enfants. Avoir des enfants, c'est construire une route. Mes spahis me disent : « Tu es mon père, tu es ma mère. » Avec eux aussi, j'aurai construit une route. Où mènera-t-elle?

Lieutenant-colonel B...



Serge Durreux

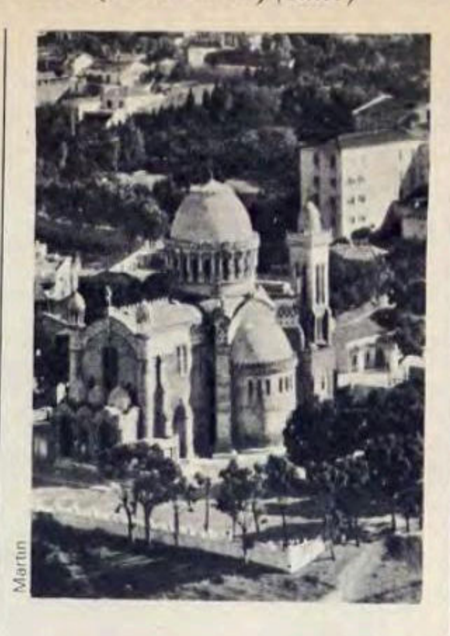
Dernières semaines à Oran. La foule est maintenant diluée, place des Victoires.

— LA DÉFENSE DES FERMES (1956-1962) *(suite)*

son maire, A. Karrière, qui tombe un jour, frappé mortellement dans une embuscade, alors qu'il avait rendez-vous avec une patrouille de protection.

Du fait de la nouvelle vie imposée, les habitations furent transformées, les portes et fenêtres renforcées par blindage ; barbelés et lignes électrifiées établis aux points les plus vulnérables, création de réduits plus faciles à défendre en cas d'attaque ; construction de miradors plus ingénieux les uns que les autres, là où les colons pouvaient payer les salaires, d'excellents gardes recrutés parmi les légionnaires et militaires libérés.

Lors de l'implantation des S.A.S., cette nouvelle forme de pacification prend sous sa tutelle l'autodéfense des fermes,



celle des douars et celle des centres de regroupement des populations. Les autodéfenses

Images du souvenir : Constantine, l pont d'El-Kantara et* (à gauche) *: Alge Notre-Dame d'Afrique vue d'avion

des douars sont quelquefoi une possibilité pour les fell de s'armer facilement, mais i faut reconnaître que dans l'ensemble, la fidélité l'emporte sur la trahison. Les remises d'armes se faisaient toujours avec un cérémonial très solennel. Le général Huet excellait dans ce genre de démonstrations.

L'esprit S.A.S. fleurit alors dans les rapports entre patrons et ouvriers, les premiers se font souvent les avocats des seconds auprès de l'armée.

Voici quelques plaidoyers : « Vous m'avez cravaté Untel ; voilà la fiche du gars que vous recherchez : il y a similitude de noms. » « Ceux-là ont rasé m

---

méchants, haineux. Ils avaient tué mon frère, détruit notre appartement, cela ne suffisait pas. Ils nous envoyaient des lettres anonymes, nous téléphonaient des horreurs, crachaient sur notre passage et menaçaient tous les amis fidèles.

Non, je n'ai pas d'indulgence pour eux. On peut amnistier, ils restent des assassins et il faudra qu'ils en rendent compte un

— LA FIN DES « BARBOUZES »

Au début de 1962, les « barbouzes » sont dans une situation peu confortable : ils sont désavoués par une grande partie du M.P.C., qui souhaite leur dissolution ; leur chef, Lucien Bitterlin, est retenu en France ainsi que deux autres responsables, André Goulay et Lemarchand, le ministère de l'Intérieur leur ayant signifié l'interdiction de retourner en Algérie : les commandos « Delta » sont à leurs trousses.

En l'absence des responsables, le commandement à Alger est assumé par le P. Peysson et par Mario Lobianco, un ancien des brigades internationales. De Paris, Bitterlin les a appelés pour leur donner l'ordre de rester dans la villa d'El-Biar et de ne prendre aucune initiative.

Pourtant, le 27, une des équipes appréhende un ex-parachutiste pied-noir, Henri Vinent, soupçonné d'appartenir à l'O.A.S. Amené à la villa de la rue Fabre et interrogé par les Vietnamiens, il parle, dénonçant son supérieur, Alexandre Tislenkoff. Celui-ci est amené à son tour à la villa et interrogé.

Le lendemain, vers 16 heures, une camionnette de l'agence Mira livre rue Fabre le matériel d'imprimerie qu'attend Jim Alcheik, chef du service action des « barbouzes ». Attention ! dit le livreur, vous ne devez ouvrir la caisse que lorsque le commissaire en douane sera arrivé. Il ne va pas tarder. »

Ayant attendu plus d'une heure le fonctionnaire des douanes, Jim Alcheik décide d'ouvrir la caisse. Le fils d'un voisin, un jeune Algérien, va chercher chez lui quelques outils pour faire sauter le cerclage métallique qui la ceinture.

Le téléphone sonne. Un militant pied-noir, Alain Belaïche, décroche et appelle Mario Lobianco, qui se repose au premier étage. Mario n'a pas le temps de descendre l'escalier. Une formidable explosion déchire l'air. La maison tremble, disloquée, puis s'effondre sur ses occupants. La caisse, bourrée d'explosifs, venait de sauter.

Dans un énorme grondement, au milieu de tourbillons de poussière, les deux étages s'écroulent. La grande terrasse de béton armé, coupée en deux, recouvre une montagne de pierres, de poutres et de gravats.

Dans le fracas, on entend des hurlements, des cris presque inhumains. Puis, c'est le silence. Et de nouveau, des appels et des râles.

Sur les vingt-six personnes qui se trouvaient dans la villa, il n'y aura que sept survivants dont Vinent, Tislenkoff et un autre prisonnier O.A.S., Gosselin.

Le 24 février, la plupart des victimes de la villa de la rue Fabre sont enterrées clandestinement dans un cimetière du Val-de-Marne. Les « barbouzes »



Légallois

vigne, ils me l'ont dit eux-mêmes, mais allez contrôler les rangs : ils ont tout cisaillé au-dessus de la greffe, seule la récolte pendante est perdue et la vigne sera plus belle l'an prochain !

Ils risquaient la mort s'ils ne marchaient pas. » « Untel a brûlé ma meule de foin, au lieu de me couper le cou comme il en avait reçu l'ordre. » Les rapports étaient alors quelquefois tendus entre l'armée et la S.A.S. qui prenait la défense des populations, mais en définitive la raison l'emportait toujours.

En 1962, lors de l'abandon des postes militaires et de la reddition de nos armes (sabotées au préalable), les fellaghas qui nous avaient observés et relativement respectés, malgré leurs méfaits et leurs escarmouches, se donnèrent les gants du protecteur et du pacificateur en essayant de prendre la relève des officiers S.A.S. ; mais l'A.L.N. des frontières arriva et ce fut alors une autre histoire.

M. G. O..., 58 Garchizy

---

jour, le sang ne s'enlève pas si facilement. Au moins, mon père et mon frère sont-ils partis les mains intactes.

J'aurai souffert bien des fois en lisant votre revue, mais elle m'a persuadée s'il en était besoin que les choses auraient été différentes si plus d'hommes avaient été des Gilbert et Jean-Pierre B...

Mlle M. B..., 75 Paris

---

sont ensevelis comme ils ont vécu au cours des dernières semaines, seuls et rejetés par tous. Enterrer les agents spéciaux en cachette, telle avait été la consigne de Ponchardier.

L'O.A.S. triomphe. Pourtant, elle n'est pas encore au bout de ses peines. Ponchardier envoie de nouveaux cadres et désigne Bob Morel pour remplacer Jim Alcheik.

Après la destruction du P.C. de la rue Fabre, les survivants et les nouveaux venus se sont regroupés dans un autre quartier d'Alger. Roger Degueldre va s'acharner contre eux. Le « Rajah », où ils sont maintenant installés, un hôtel minable de style mauresque, est attaqué à plusieurs reprises et sera finalement détruit à l'explosif, après le départ des derniers hommes de Bitterlin.

Quelques jours avant d'abandonner ce dernier refuge, des « barbouzes » emmènent à l'hôpital un des leurs, légèrement blessé au cours d'une attaque des « delta ». L'ambulance, au retour, est mitraillée par des tueurs de l'O.A.S. La 403 qui suivait, prise de plein fouet, percute un mur. La fusillade ne s'arrête que lorsque ses occupants ont tous été tués. Alors, une scène affreuse se déroule. La foule, ivre de colère, se précipite sur la voiture et y met le feu.

Ainsi finirent les quatre derniers « barbouzes ».

L. C...

HISTORIA magazine
SOMMAIRES

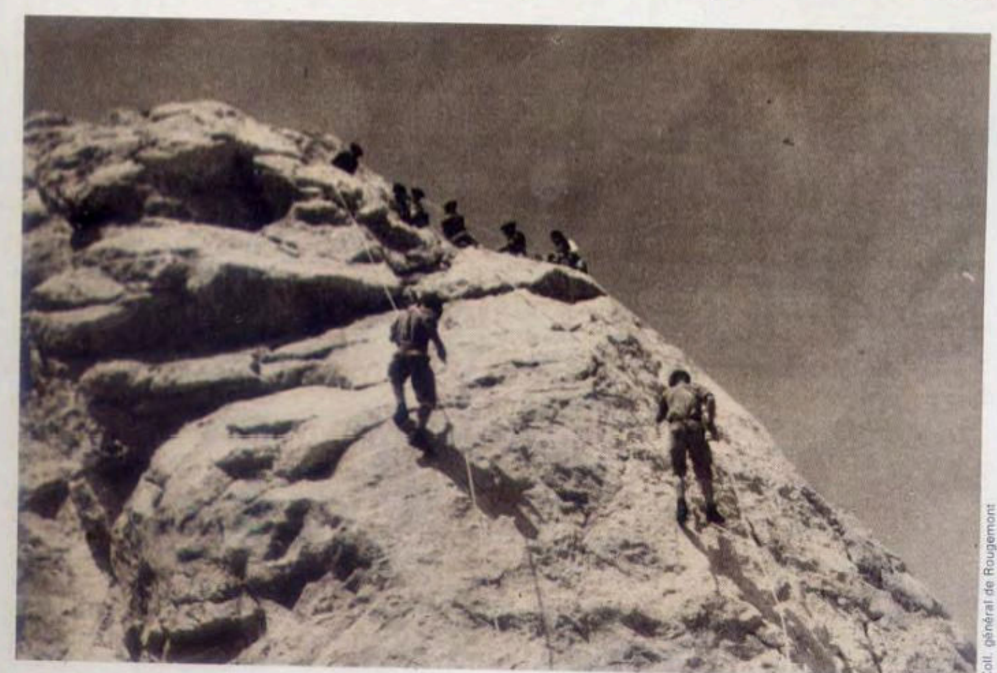
HISTOIRE COMPLÈTE
(en 112 numéros)

LA GUERRE D'ALGÉRIE

Le directeur de la publication : Maurice DUMONCEL — Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris-19e - D.L. C 351



le souvenir de tant d'espoirs déçus et des humiliations ressenties ne



Coll. général de Rougemont

◀Le général commandant la 20e division avait à cœur de maintenir le moral des cadres et de la troupe et portait une attention particulière à l'instruction et à la pratique des sports. *(Photos :)* des chasseurs alpins font de la varappe.



Coll. général de Rougemont

(Suite de la page 3217)

la région de Miliana, Duperré, Orléansville, sur une dizaine de points;

52e brigade : colonel de Visme, au Sahara, avec le ss-groupement 21 : région d'Ouargla; le ss-groupement 22 : région de Laghouat et d'El-Goléa; le ss-groupement 23 : région d'In-Amguel, Tamanrasset.

Il y avait, en outre, de nombreux éléments organiques divisionnaires répartis dans la zone de la division ainsi que des unités et organismes relevant du commandant supérieur. A Alger même beaucoup d'installations militaires subsistaient malgré le principe admis d'après lequel, l'Algérie étant indépendante, il n'était pas de bonne politique de souligner une présence militaire française dans la capitale. Mais les habitudes prises, les commodités de la ville et, souvent, l'intérêt même de l'armée étaient autant d'obstacles à un retrait rapide des troupes. Le commandant d'armes d'Alger était le colonel Deturbet, placé en principe sous les ordres du général commandant la 32e brigade, mais, compte tenu des problèmes, il traitait souvent avec le général commandant la 20e division ou même avec le commandant supérieur.

L'esprit de corps

La dispersion des unités, leur morcellement, leur imbrication avec des formations d'autres armes, ne facilitaient pas l'action du commandement. Celle-ci était cependant particulièrement importante pour l'exécution correcte d'une mission austère, dans un climat politique incertain, alors que ne s'était pas encore estompé le souvenir des espoirs déçus, des humiliations ressenties, des chagrins éprouvés. Il s'agissait cependant, pour l'honneur de l'armée, d'exécuter une décision politique et de quitter l'Algérie dans l'ordre, la discipline et la dignité.

Aussi, dès ses premières inspections et jusqu'au dernier jour, le général commandant la 20e division se préoccupa du maintien du moral des cadres et de la troupe, de la cohésion et de la discipline des unités en portant une attention particulière à l'instruction, qui contribue à assurer la sécurité d'une unité et à la préparer à faire face à toute éventualité; au sport, qui développe l'émulation et l'esprit de corps; à l'installation matérielle : ce n'est pas parce que l'on doit quitter les lieux dans peu de temps qu'il faut accepter d'être mal installé.

Un coup d'œil sur quelques-unes des notes d'inspection, prises au jour le jour,



Coll. général de Rougemont



Coll. général de Rougemont





Coll. général de Rougemont

En haut à gauche : **insigne de la 4e division.** *En bas à gauche :* **insigne de la 20e division.** *Ci-contre à droite :* **dernière messe au P.C. de la 20e division. Et bientôt, ce sera la cérémonie du départ, sur le quai du port militaire d'Alger – minutes particulièrement émouvantes pour ces soldats qui avaient abordé la dernière phase de leur tâche en Algérie avec beaucoup de courage, de générosité et d'abnégation.**



Coll. général de Rougemont

permettra au lecteur de se rendre compte de la diversité des problèmes, de l'imbrication des unités, des préoccupations du commandement :

« 13 mai 1963, Fort-Flatters : 2e compagnie du 4e régiment étranger d'infanterie, 2e compagnie du génie, 3e compagnie d'infanterie légère d'Afrique.

» Amguid : un peloton porté de la 4e compagnie portée d'infanterie de marine.

» 14 mai 1963, El-Goléa : 1re compagnie saharienne du génie, 6e compagnie du 4e régiment étranger d'infanterie, en provenance de Ghardaïa. Visite détaillée du bordj. Litige entre la légion et le génie pour l'attribution des locaux.

» Ouargla, état-major de la 52e brigade : visite au consul général de France, Mandereau, et au préfet algérien. (C'est une des rares instances où le commandant de la 20e division eut l'occasion de prendre un contact personnel avec une autorité algérienne. Cette démarche était dictée par des raisons politiques locales.)

» 15 mai 1963, Laghouat : 1re et 7e compagnie du 4e régiment étranger d'infanterie, une unité de transport du train, 123e compagnie de travaux du génie. »

Et ainsi, au fil des jours, avec les commentaires habituels, mais dont quelques exemples feront ressortir l'ambiance de la division :

« 22 mai 1963, 22e bataillon d'infanterie au camp Labat : très bonne présentation sur le terrain, exercice de combat d'infanterie avec pelotons de chars. Remarquable présentation au quartier. Gros effort d'installation très réussi avec moyens limités.

» 25 mai 1963, 64e groupe d'artillerie à Boghar : installation matérielle propre mais austère. Grave problème d'eau au début de la saison chaude. L'instruction paraît bien menée dans les détails, avec entrain. Bonne ambiance. Très bonne impression d'ensemble malgré des conditions de vie sévères.

» 6 juin 1963, 18e dragons à Boghari : très bon régiment, bien tenu. Gros effort de terrassement pour l'amélioration du camp. Exercice de combat avec tirs réels à Kef-Roumia très au point.

» Le 7 juin 1963, c'est le 1/152e régiment d'infanterie à Sidi-Ferruch...

» 8 juin 1963, 11/152e régiment d'infanterie à Zéralda : site admirable, camp superbe, mais 80 hommes pour l'entretenir! Camp de réfugiés des harkis bien tenu et bien mené. Y faire affecter une assistante sociale en permanence. »

Une « tête de pont »

Zéralda était le point de rassemblement pour la 20e division des anciens supplétifs et de leurs familles, qui, optant pour la France, demandaient à être transférés en métropole. A titre indicatif : en juillet 1963, 147 personnes; en août, 749; en septembre 347 furent ainsi recueillies, hébergées pendant le temps nécessaire aux formalités de transfert et acheminées vers la métropole. Le centre, placé sous l'autorité du commandant d'armes du camp, relevait de la division.

Si l'on retrouve, à la date du 30 juillet, une nouvelle appréciation sur Zéralda, également élogieuse, après un changement de commandant d'armes, en d'autres circonstances et en d'autres lieux, les commentaires ne sont pas aussi flatteurs pour un cantonnement de compagnie : « Ignoble : il faut que cette unité sorte de son cantonnement actuel. » Ou encore, ailleurs : « Douches et lavabos mal tenus! » Mais l'air pur des sommets souffle heureusement sur Tikjda, le 1er août 1963, au 22e bataillon de chasseurs alpins, commandant Marchal : « Remarquable présentation des ateliers d'escalade montrant toutes activités de haute montagne. Excellente école d'endurance et de risque. »

Tout compte fait, les contacts pris par le commandant de la 20e division avec les unités disséminées dans l'Algérois et le Sahara oriental lui permirent de constater la foncière bonne volonté de tous. C'était extrêmement réconfortant, d'autant que ce n'était pas *a priori* évident, compte tenu des crises douloureuses encore récentes.

Il s'agissait donc d'exploiter cet état d'esprit pour orienter les efforts de tous vers un objectif commun et donner à chacun la signification de son effort propre. Le principal obstacle à surmonter était l'extrême mouvance dans laquelle s'inscrivait la mission : retrait progressif des différentes garnisons depuis le Sahara et Orléansville jusqu'à la Mitidja pour aboutir à une « tête de pont » autour du port militaire d'Alger; départ échelonné des unités, certaines étant dissoutes sur place, d'autres dissoutes à leur arrivée en métropole, d'autres enfin maintenues en métropole sous leur forme actuelle ou sous une forme nouvelle, avec ou sans changement de dénomination, entraînant des relèves sur le territoire même de l'Algérie, des mutations de personnels d'un corps à un autre. Pendant ce temps, si les départs étaient plus nombreux que les arrivées, il n'en demeurait pas moins que les personnels troupe, sous-officiers et officiers de métropole recevaient des affectations en 20e division.

Cet ensemble de mouvements avait fait l'objet de plans complexes, élaborés, pour les plus importants, à l'état-major à Paris et par les divers échelons de commandement en Algérie. Les transports de ▶

les biens immobiliers du domaine militaire français devront être tra

Sur les quais, une grande activité règne. ▶ Hommes et matériel embarquent. Les casernes, au fur et à mesure des départs, sont remises à l'armée algérienne mais non les armes en état de servir ; en outre, certains matériels militaires seront détruits.


E.C.P.A.


E.C.P.A.




E.C.P.A.


E.C.P.A.

personnels et de matériels à l'intérieur de l'Algérie et entre l'Algérie et la métropole par voie maritime ou aérienne étaient également planifiés, et il est évident que le transfert d'un matériel considérable, conséquence d'une présence militaire française de près d'un siècle et demi, posait des problèmes délicats!

Il était convenu dans les accords entre la France et l'Algérie que les biens immobiliers du domaine militaire français seraient transférés, au fur et à mesure des départs des utilisateurs français, à l'armée algérienne. Pour chaque immeuble, un procès-verbal était établi par des représentants qualifiés des deux commandements. Il avait été prescrit par le commandement français que les bâtiments devaient être remis aux Algériens en bon état et cet ordre a été exécuté scrupuleusement par les unités, pratiquement sans incident.



Un certain nombre d'entraves

Dans cette conjoncture, si l'action personnelle des chefs de corps était, comme toujours, l'élément moteur essentiel, les divers échelons supérieurs de commandement avaient un rôle actif et capital.

L'état-major de la division formait une équipe particulièrement bien soudée, travaillant en confiance, dont les divers éléments coopéraient entre eux de la façon la plus efficace, sous la direction de deux chefs d'état-major successifs : le colonel Wirth et le colonel Raynal. Le premier, promu général, fut appelé à succéder comme général adjoint au général Spitzer, qui avait lui-même succédé dans ces fonctions au général Ronsin. Le rôle du commandant de la 20e division fut singulièrement facilité par le dévouement et l'efficacité des membres de son état-major ainsi que des commandants des armes et directeurs des services. Il entretint personnellement des rapports constants et confiants avec ses deux commandants supérieurs, le général de Brébisson, jusqu'au 1er novembre 1963, puis le général de Camas, et avec leurs chefs d'état-major respectifs, le général Valentin et le colonel de Villaucourt.

Pour avoir une idée de la conception que se faisait le commandant de la 20e division des missions de sa grande unité et de la façon de les remplir à sept mois du départ des derniers éléments, qu'il soit permis de citer l'exposé fait par le général à ses grands subordonnés et à ses chefs de corps le 11 décembre 1963, complété par une note du 16 décembre :

Les unités stationnées en Algérie constituaient initialement une force dont la mission principale était la protection des personnes et des biens.

L'évolution de la situation dans ce pays atténue singulièrement la portée de cette mission et je tiens à en préciser ici les aspects afin de bien situer le cadre de mes directives sur l'instruction pour le premier semestre de l'année 1964.

En fait, notre mission actuelle est double. La première est permanente et propre à toute unité en temps de paix. Elle englobe l'instruction dans son sens le plus large, la discipline, l'éducation morale et civique. Elle a pour but la formation complète du jeune soldat qui doit quitter l'armée avec le sentiment d'avoir été utilisé intelligemment et aussi rationnellement que possible. Elle tend enfin à laisser au peuple algérien et à son armée une impression assez bonne pour influencer heureusement nos rapports ultérieurs avec ce pays.

La seconde découle de la situation particulière de toute force stationnée en pays étranger. Elle vise avant tout à assurer la sécurité propre des troupes par la recherche du renseignement et par une articulation appropriée. Elle comporte l'exécution d'un certain nombre de services baptisés trop souvent « servitudes » alors qu'il s'agit bien de missions essentielles inhérentes aux circonstances particulières de temps et de lieu. Elle nécessite enfin l'élaboration de plans de protection, de défense et d'intervention dont la mise en œuvre éventuelle implique d'avoir un personnel instruit, un matériel en état et des unités soudées.

L'exécution simultanée de ces deux missions comporte parfois des contradictions ou des oppositions. Une solution constructive ne peut être trouvée à ces difficultés que par un effort constant d'imagination, de ténacité, d'obstination, de diplomatie, de souplesse. Une adaptation constante est nécessaire.

J'insiste sur ce point car le caractère très empirique de notre action, qui vise au maximum d'efficacité dans la recherche permanente d'un équilibre parfois précaire

Extrême droite : au district de transit de Bône, des militaires attendent l'heure du départ. *A droite* : inspection des paquetages par la police militaire : la chasse à l'arme-de-guerre-ramenée-en-souvenir est commencée. *Au-dessous* : le *Président-Cazalet*.

entre ces deux termes de la mission, peut rendre faux tout jugement porté hâtivement sur un aspect de l'exécution de la mission à un moment déterminé.

Un certain nombre d'entraves ne manqueront pas d'être mises à notre action. D'abord, le sous-effectif des unités, puis, sans doute, des difficultés d'installation matérielle, peut-être aussi de moins grandes facilités dans la gestion des ordinaires. Il est possible, en outre, que les déplacements et sorties de nos unités soient quelque peu limités. Tout cela pourrait avoir une influence fâcheuse sur le moral, si un effort constant n'était pas fait pour trouver le moyen de pallier ces inconvénients au fur et à mesure qu'ils se présentent. Il est en tout cas d'une importance capitale de maintenir le rythme de l'instruction et, pour ce faire, de s'efforcer de conserver la libre disposition des terrains d'exercice et des champs de tir.

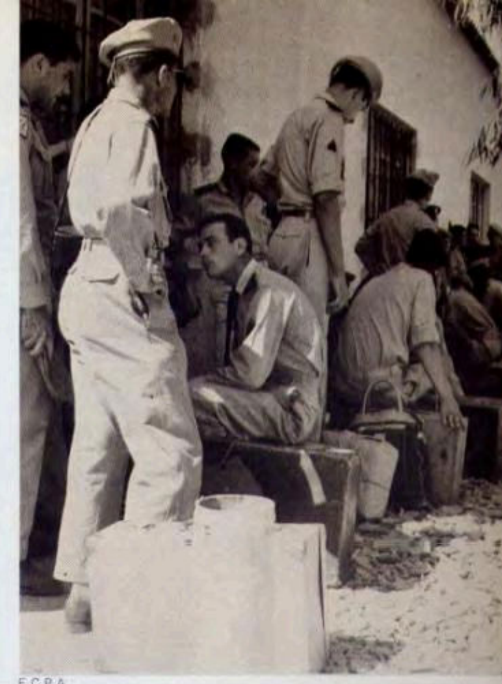
La mentalité « valise »

Enfin, il ne sera pas perdu de vue que l'instabilité politique de l'Algérie ou la dégradation des rapports entre ce pays et la France pourrait, en cas extrême, provoquer l'application des différents plans dont la mise en œuvre ne manquerait pas d'être gênée par une A.N.P. considérablement renforcée et devenue notre adversaire. Dans cette éventualité, l'intérêt particulier de la continuation du travail de renseignement n'a pas besoin d'être souligné.

Après avoir parlé du nouvel insigne de la division, destiné à matérialiser pour tous un ouvrage à faire ensemble et à bien faire, le général mettait l'accent sur l'importance, pour le moral, de bien faire comprendre à chacun les raisons et les objectifs de notre action, et pour terminer il insistait sur la nécessité de ne surtout pas laisser s'instaurer ce qu'il appelait la mentalité « valise », correspondant à l'attitude : « On s'en fout, on n'est plus ici que pour 6, ou 4, ou 2 mois! » Et la gageure était de demander cela à des gens qui ne cessaient de déménager, qui voyaient presque quotidiennement des unités ou des isolés rentrer définitivement en France et dont une partie des occupations consistait à faire des colis et à préparer l'expédition de matériels. Eh bien, grâce à l'excellent esprit de tous, il est permis de dire que le pari a été gagné : jusqu'à la fin, les dernières unités se sont appliquées à maintenir à la division d'Alger un style, une élégance, un allant d'autant plus remarquables que les circonstances ne s'y prêtaient guère.



E.C.P.A.


E.C.P.A.



E.C.P.A.

Un incident de dernière heure, heureusement résolu, fera saisir l'atmosphère du moment.

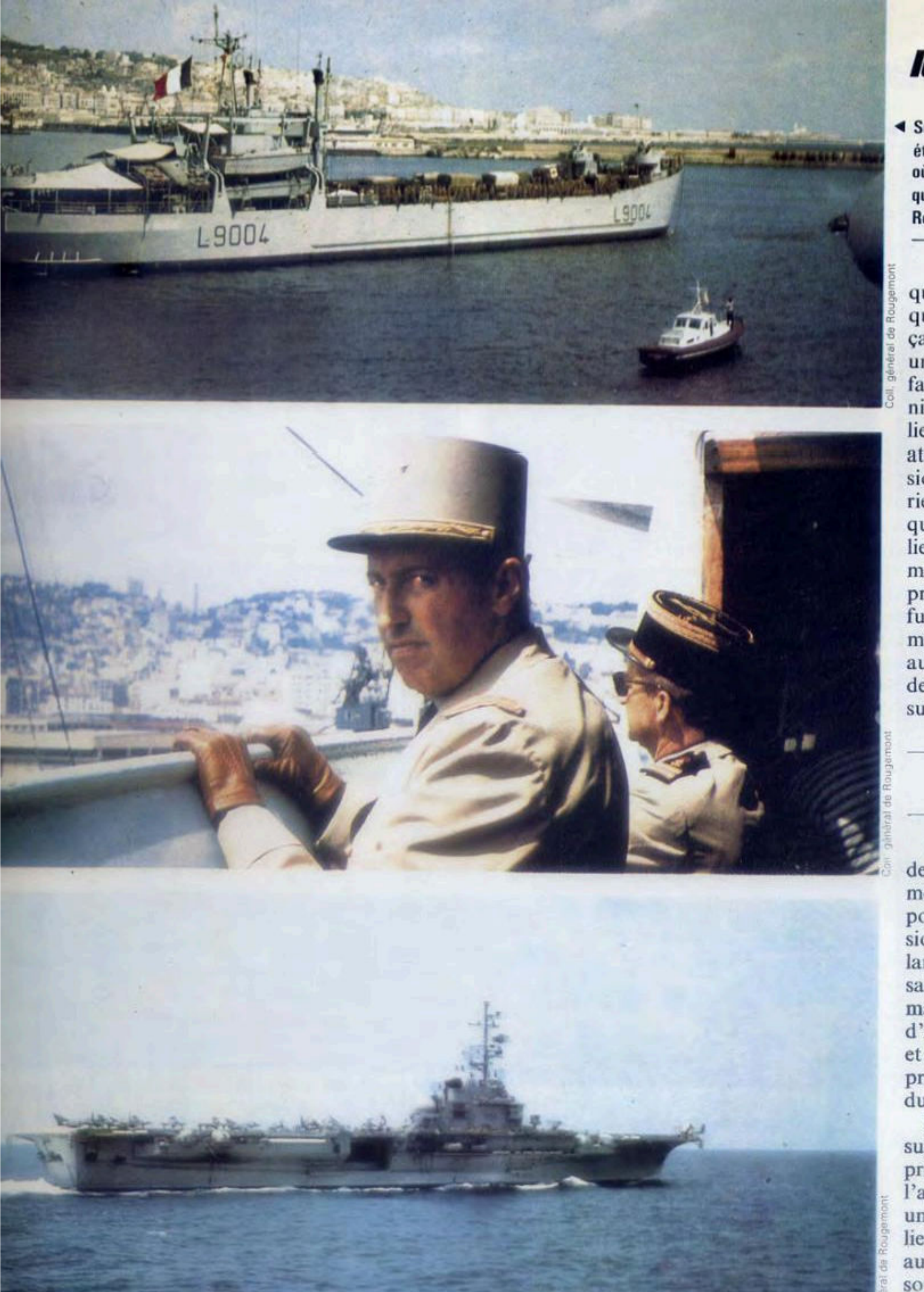
Le samedi 6 juin 1964, vers 18 heures, le lieutenant Claude Santoni, du 70e bataillon des transmissions, recevait la visite de « représentants de la police algérienne » alors qu'il prenait l'apéritif à Alger-Plage avec des amis. Ils l'invitèrent à les accompagner « chez le commissaire principal d'Alger, qui avait un renseignement important à lui demander ». Ils lui proposèrent de prendre sa propre voiture « avec laquelle il pourrait revenir à Alger-Plage ». Santoni s'excusa auprès de ses hôtes, leur disant qu'il serait de retour sous peu. En fait, il ne revint pas, ni ce jour-là ni les suivants. Les missions de liaison, le commandant supérieur, l'ambassade eurent beau multiplier les démarches, la réponse fut la même partout : aucun des services algériens n'avait entendu parler du lieutenant Santoni!

La 20e division en était à sa dernière semaine de présence en Algérie; réduite, le 1er juin, à deux sous-groupements, qui avaient succédé aux 31e et 32e brigades, ceux-ci regroupaient, outre des unités légères de gendarmerie, du train, des transmissions, du génie, du matériel, de l'intendance et du service de santé, le 4e bataillon de chasseurs, le 159e bataillon d'infanterie alpine, le 9e bataillon d'infanterie de marine et le 1er spahis.

Pendant la semaine du 8 au 13 juin, les embarquements se poursuivirent au rythme fixé. Le samedi 13 juin était prévu l'embarquement, dans l'après-midi, sur l'*El-Djezaïr*, du 4e bataillon de chasseurs. Jusque-là, cette unité était chargée de la garde du terrain d'aviation de Boufarik, dernier aérodrome en notre possession qui seul, à ce stade, aurait permis l'arrivée de renforts de la métropole en cas de nécessité.

Le transfert du terrain aux autorités algériennes devait se faire le 13 juin à midi.

Vers 6 heures du matin, le commandant de la 20e division fit part téléphoniquement de son point de vue au chef d'état-major du commandant supérieur : quels que pussent être les problèmes logistiques ▶



Coll. général de Rougemont

Coll. général de Rougemont

Coll. général de Rougemont

Coll. général de Rougemont

◀ **Sur tous les bâtiments, du matériel et des hommes ont été embarqués, tandis que sur le *Président-Cazalet* où l'état-major interarmées est installé depuis quelques jours déjà, le général du Temple de Rougemont s'apprête, lui aussi, à regagner la France.**

qui se poseraient, il n'était pas admissible que les derniers éléments militaires français quittassent l'Algérie en abandonnant un des leurs aux mains des Algériens. Il fallait donc envisager de retarder les derniers embarquements jusqu'à ce que le lieutenant Santoni eût été récupéré. En attendant, le commandant de la 20e division rendit compte au commandant supérieur qu'il avisait les autorités algériennes que le transfert de Boufarik n'aurait pas lieu à midi comme annoncé. Afin de permettre cependant aux embarquements prévus pour ce jour-là de se poursuivre, il fut décidé que le 1er spahis assurerait, à midi, la relève du 4e bataillon de chasseurs au terrain de Boufarik afin que cette dernière unité pût embarquer à 16 heures sur l'*El-Djezaïr* conformément au plan.

Le départ pourrait être remis en cause

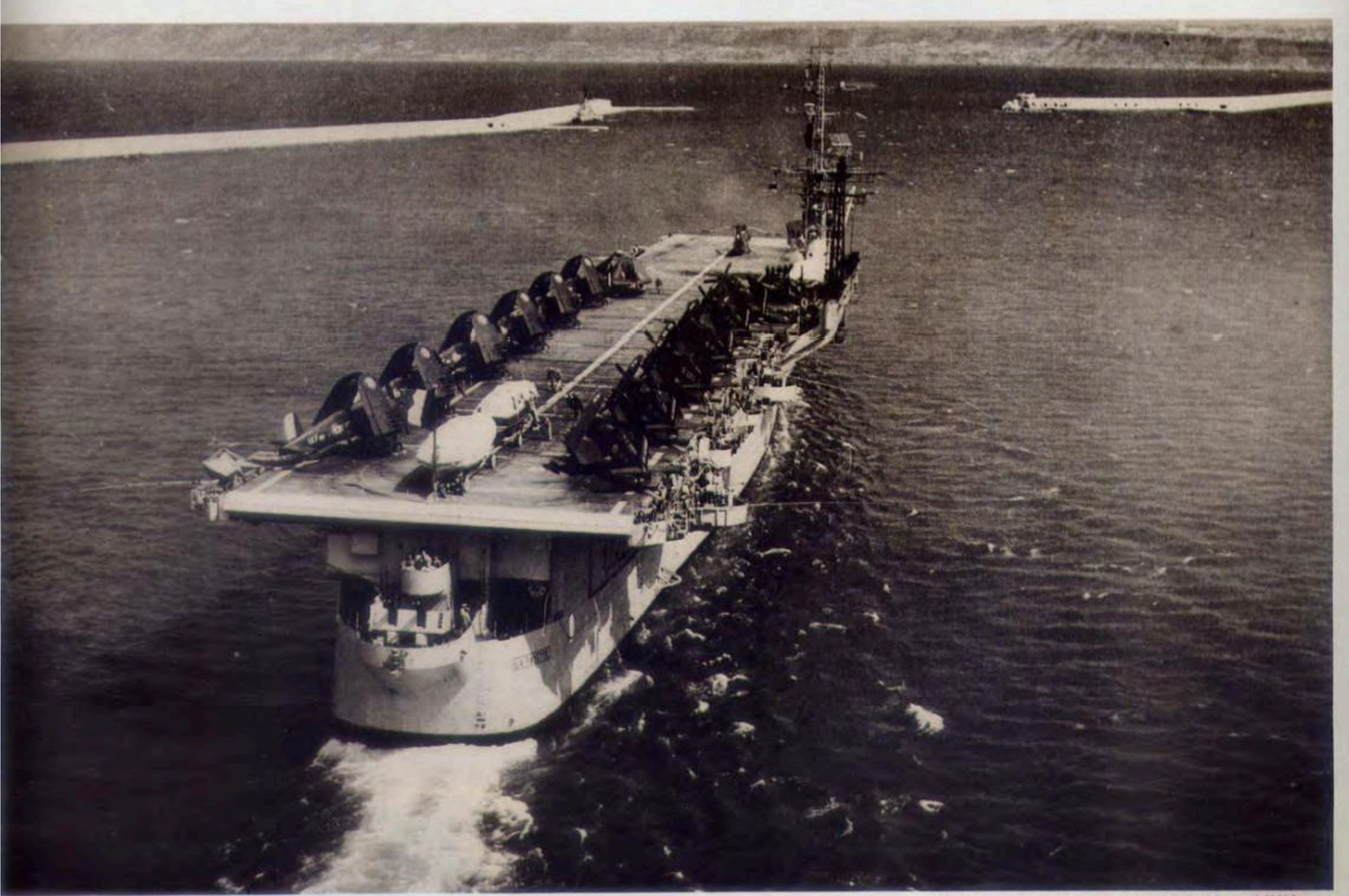
Le 1er spahis, qui devait être en mesure de couvrir l'ultime phase de l'embarquement, était équipé « en guerre ». Il reçut pour mission du commandant de la division de se rendre de Siroco à Boufarik, largement articulé sur le terrain, en utilisant tous les itinéraires et en faisant un maximum de volume dans la banlieue d'Alger et dans les localités environnantes et de relever le 4e bataillon de chasseurs en prenant position avec ses blindés autour du terrain de la façon la plus ostensible.

Entre-temps, le général commandant supérieur avait rendu compte des mesures prises à l'état-major à Paris et prévenu l'ambassadeur que le départ des dernières unités pourrait être remis en cause si le lieutenant Santoni n'était pas rendu aux autorités françaises, celles-ci sachant de source sûre que cet officier était détenu par une des polices algériennes au mépris des accords!

Le général commandant la 20e division déjeuna avec le général commandant supérieur, comme il était prévu depuis un certain temps, à bord du *Président-Cazalet*, où l'état-major interarmées était installé depuis quelques jours.

La mission de liaison algérienne n'avait pas réagi à l'annonce du changement intervenu dans le transfert de Boufarik. De son côté, l'ambassadeur n'avait obtenu de Bouteflika, ministre des Affaires étrangères du gouvernement Ben Bella, qu'une réponse évasive.

On en était là quand, au début de l'après-midi, les organes de renseignements français firent état de rumeurs courant



René Bail

Le *La-Fayette* évacue du matériel de Mers el-Kébir. Sur le pont, des *Corsair F-4O7*, avions qui ont assuré jusqu'au bout la protection des unités.

dans Alger sur « d'importants mouvements de troupes françaises vers l'intérieur » et sur un « retour en force de l'armée française »!

On devait apprendre plus tard que, ce même jour, en fin de matinée, un inspecteur de police algérien dit à Santoni qu'il serait sûrement libéré le lundi. A 15 heures, les policiers qui le gardaient l'invitèrent à se raser et il fut conduit à la gendarmerie algérienne, où un repas lui fut servi : il n'avait pratiquement rien eu à manger ni à boire depuis son incarcération. La mission militaire française fut invitée à venir voir Santoni à 17 heures et, à 19 heures, le colonel Pichon vint le chercher : un colonel de gendarmerie algérien le lui remit. A 20 heures, Santoni fut présenté au commandant supérieur à bord du *Président-Cazalet* et fit sa déclaration à la prévôté de la 20[e] division sur les conditions de sa détention, particulièrement pénible et tout à fait arbitraire.

Boufarik fut transféré aux Algériens le lendemain dimanche. Ce jour-là, le commandant de la 20[e] division fit le tour des unités qui devaient embarquer le lundi et adressa personnellement ses ultimes recommandations aux cadres et à la troupe pour que l'embarquement, la traversée et le débarquement se fissent dans les conditions d'austérité, de rigueur et de recueillement qu'imposaient les circonstances.

Il put aussi, en relatant les événements de la veille et la libération du lieutenant Santoni, montrer à tous combien les précautions prises, les efforts demandés et fournis, avaient trouvé une justification dans l'heureux règlement de ce pénible incident de dernière heure.

« Mission accomplie »

Le *Président-Cazalet* entra lentement dans le port de Marseille le 16 juin 1964, dans la matinée. Les unités de ce qui avait été la 20[e] division « dissoute (en mer) le 15 juin à 24 heures » (1), étaient alignées sur les ponts. « Garde à vous! », « Présentez armes! ». Les commandements retentirent dans l'air calme, sous le soleil déjà chaud. Après l'adieu de la veille à Alger, c'était le salut de l'armée d'Algérie à la mère patrie.

Le lieutenant X..., au garde-à-vous à la tête de son peloton tendit les yeux vers le quai... presque désert. Lui revint alors en mémoire un passage du livre *la Dernière Conquête du roi : Alger, 1830* : « Dès le signal de l'appareillage, la population, rapidement avertie, s'était portée sur la côte pour assister au spectacle impressionnant qu'offraient les vaisseaux du roi sortant lentement de la rade. Les bastingages et les mâtures étaient couverts de marins et de soldats qui agitaient leurs bonnets et leurs shakos en réponse aux acclamations s'élevant de la terre. Les musiques militaires jouaient sur les ponts, les pavillons et les signaux d'appareillage claquaient au vent... (1) »

« C'est égal, pensa notre lieutenant, c'était quand même plus exaltant et plus... facile de conquérir Alger que de le quitter! »

Mais le soldat ne choisit pas sa mission et, aussi bien que ses anciens de Sidi-Ferruch, le lieutenant X... pouvait dire, avec la dernière division française d'Alger : « Mission accomplie. » H

Général Jean-Louis du TEMPLE de ROUGEMONT

(1) La 4[e] division d'Oranie devait être dissoute dans des conditions analogues, le 20 juin à 24 heures.

(1) Les passages relatifs à la conquête d'Alger sont extraits de l'ouvrage du prince Sixte de Bourbon, *la Dernière Conquête du roi : Alger 1830* (Calmann-Lévy, Paris 1930).

Dimka/Swetchine

◄ L'Algérie française : on retrouvera sa présence dans les richesses que la France laisse derrière elle. Des milliards ont été investis au Sahara, dans la recherche et l'exploitation de puits de pétrole...

... ainsi que dans la construction d'aérodromes ultra-modernes comme celui d'Hassi-Messaoud. On retrouvera encore la présence de la France dans les routes, les barrages construits à grands frais...

... dans les hôpitaux, les universités et les écoles, les églises et les cimetières. Et dans les innombrables bâtiments administratifs sur lesquels flottera jusqu'au 5 juillet le drapeau tricolore. ▼

LE POINT DE NON-RETOUR...

C'EST le 3 juillet 1962 que le gouvernement français a officiellement reconnu l'existence d'un État algérien indépendant. Onze ans. Un siècle. Une sorte de vide qui semble s'être creusé entre la France et un autre monde.

Alors, aujourd'hui, les mots Algérie française ont-ils encore un sens ? N'est-ce point un mythe périmé et flottant, un slogan usé, une pancarte jadis agitée par la guerre civile ? Ou, au mieux, un concept honorable et vétuste, qui a choisi de vivre dans certains esprits nostalgiques ?

Au demeurant, comme on vient de l'écrire, un fossé s'est bien créé — il faut l'avouer —, depuis une décennie, entre l'Algérie et la France. Le rythme de ce que nous baptisons l'Histoire est maintenant si rapide que, pour beaucoup de nos concitoyens, parler aujourd'hui de l'Algérie française est insolite, presque inconvenant, en tout cas sans portée. « Allons ! oublions tout cela ! »

Mots que nous avons cent fois entendu prononcer par de bonnes âmes désireuses, après l'épreuve, de nous apporter la paix de la conscience. Et d'autres de nous citer les « grands courants de l'Histoire », la décolonisation, le principe des nationalités et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. « Et pourquoi donc, depuis quinze ans, avoir fermé les yeux et les oreilles aux grands déferlements littéraires, journalistiques et audiovisuels qui montraient comme inéluctable le fait algérien au sein d'un monde en évolution ? »

Mon intention aujourd'hui est simplement de faire entrevoir les faiblesses d'une optique « actuelle », j'entends par là celle qui tend à se fixer sur le passé récent ainsi que sur l'état du moment. Et aussi sur les idées toutes faites, car rien n'est plus « conformiste » qu'une opinion façonnée loin des lieux d'un drame, dans la rumeur des mots. Le mérite de l'hebdomadaire où s'insèrent ces propos est précisément de mettre en regard témoignages ou thèses opposés et de montrer aussi le danger, en



Dr Jean Tourte

histoire, des prises de position définitives. La sécession de l'Algérie, conclusion inéluctable ? Inscrite dans le courant de l'Histoire ? Ce serait montrer celui-ci comme inséparable du cortège des violences.

Car le retrait de l'Algérie de la France n'a pas été un acte de consentement mutuel, accompagné d'une vague nostalgie. Il a fallu, pour qu'il se réalisât, huit ans de troubles et de déchirements.

Le lecteur a fait lui-même le bilan des



Dimka/Swetchine

destructions, des incendies, des enlèvements et des meurtres. Trois cent mille tués au minimum, si l'on tient compte des exécutions qui ont suivi la proclamation de l'indépendance. Drames qui n'étaient pas seulement le fait du choc entre insurgés et forces de l'ordre, mais plus encore des règlements de comptes et représailles internes.

Troubles qui, sous d'autres formes, déchiraient aussi la métropole, car l'affaire a été aussi française qu'algérienne. Chez les dirigeants politiques, pendant huit ans, incertitudes, désaccords, manœuvres obliques. Dans l'opinion, des remous qui sont allés jusqu'à la mise en cause, la chute et le renouvellement du régime.

Plus frappant encore a été le désarroi de l'armée française, affrontant alors la crise la plus grave qu'elle ait connue depuis le début du XIXᵉ siècle. En dépit des multiples épreuves subies dès 1940, les cadres de cette armée étaient restés fidèles aux normes traditionnelles de la discipline. Mais les perspectives d'abandon de l'Algérie et de son peuple les firent sortir du silence, puis en jetèrent une partie dans les voies de la révolte ouverte.

Tout cela rappelé sans passion inutile, mais simplement pour montrer que la conjonction de tant de cruels désordres, la litanie de tant de malheurs de part et d'autre de la mer pouvaient difficilement, à l'avance, s'inscrire dans une ligne historique. L'opinion publique ne s'y est pas méprise, qui les a baptisés « guerre d'Algérie », comme on parlait de la croisade contre les Albigeois ou de la guerre de Sécession.

Non point accomplissement d'un destin, mais opération chirurgicale qui à elle seule suffirait à démontrer la vérité, la matérialité de la solide, de la coriace Algérie française. Celle-ci n'était pas un mythe, car elle a été cisaillée à vif dans le sang et dans les cris.

Des liens secrets

En toute justice, d'ailleurs, l'existence de l'Algérie ne peut, historiquement, se dissocier de la marque française. Cette province turque qui, il y a deux cents ans, sur les cartes de Constantinople, se fondait avec ses voisines sous l'inscription « Afrique du Nord ottomane » et qui fourmillait de peuples hétérogènes, c'est à nous qu'elle doit, en six générations, d'avoir pris corps. Sans nous, elle ne serait pas.

Il n'est pas question de faire un tableau idyllique de cent trente ans d'existence algérienne. On en sait les heurts, les hésitations et les erreurs. On en connaît aussi les réalisations magistrales, qui laisseront désormais leur empreinte sur tout ce pays, quelles qu'en soient les destinées.

Mais à travers ces ombres et ces lumières, rien n'est plus profondément injuste que le tableau tracé aujourd'hui, avec une sorte de joie perverse, par ceux qui ramènent l'histoire de l'Algérie à de primaires rapports de force ou d'intérêts. Des Français avides de puissance et de gain, en face de musulmans faibles et exploités.

A travers les slogans qui veulent opposer entre eux « pieds-noirs » et « Arabes » (termes parfaitement insolites l'un et l'autre), il faut honnêtement observer les voies suivies pendant un siècle, depuis les immigrés désargentés de 1850 jusqu'aux instituteurs nomades de 1960, en passant aussi au crible colons, prêtres, officiers et administrateurs. On verrait alors que la grande masse d'entre eux atterrissait sur le sol algérien non par goût du lucre et de l'autorité, mais mus — parfois inconsciemment — par un désir inné de protéger, secourir, éduquer et civiliser. Véritable mandat, dont les plus modestes se sentaient investis. Apostolat aussi (et qui pourrait le leur reprocher?) chez ceux qui cherchaient à toucher les cœurs et à élever les esprits.

Ainsi se sont créés, beaucoup plus serrés qu'on ne le croit, des liens d'homme à homme, visant à l'émancipation des faibles et à l'égalité. Que de fois en ai-je reconnu la trace, aussi bien dans les conversations journalières que dans les relations entre familles du bled et population voisine.

Imprégnation plus durable peut-être que toutes les marques tangibles de la création française. Routes, barrages, assè-

d'Abbas à de Gaulle, un seul thème : l'Algérie est terre française

chements, irrigations, hôpitaux, écoles, marche indéniable vers le développement et la sécurité, de tout cela on se garde de trop parler dans l'Algérie indépendante. Mais ces liens secrets, tissés par la confiance et l'amitié de jadis, on en retrouve constamment la trame, même aujourd'hui, au contact discret de l'homme du bled ou de la rue.

Liens affectifs, certes mais qui, en dépit des incompréhensions et des chocs dus aux dissemblances de base, en dépit aussi des fautes flagrantes de la métropole, tendaient cependant vers la communauté de réflexes et d'aspirations, celle qui, au fil des jours et des ans, fusionne les hommes d'une même patrie.

Il nous est impossible, à nous, soldats français, de ne pas insister sur la force de ces liens. Il s'agit surtout pour nous de ceux contractés, à travers plus d'un siècle, entre armée française et peuple algérien. Et resserrés, au cours des dernières épreuves, jusqu'aux engagements réciproques.

Ceux d'entre nous qui, au cours du dernier conflit, ont vu les troupes algériennes combattre en Tunisie, en Italie et en France savent bien que ce n'étaient point des mercenaires, mais des hommes fidèles, courageux et se sacrifiant, en connaissance de cause, pour l'existence d'une patrie commune.

Plus parlant encore, le loyalisme de tout un peuple après la défaite de 1940. J'en ai recueilli, chez des amis musulmans, l'émouvant témoignage. Les malheurs de la France étaient les leurs et se traduisaient chez eux par la stupéfaction, parfois même par une véritable détresse. Employés, anciens soldats, commerçants, connus jadis, m'abordaient dans les rues d'Alger pour obtenir quelques mots de confiance. Attitude d'autant plus frappante qu'on sait les efforts de la propagande ennemie d'alors et aussi le culte rendu, sur la terre du Maghreb, au succès des armes...

Le courant circulait d'ailleurs à double sens. Depuis de nombreuses années, une partie de notre armée était familiarisée avec l'Algérie. Nos cadres avaient, pour la plupart, servi en Afrique du Nord ou commandé des unités musulmanes. Pour eux (comme d'ailleurs pour tous les Français) les mots d'Algérie française étaient presque un pléonasme. Ils ne soulevaient, en tout cas, ni doutes, ni inquiétudes, ni « problèmes ». Liens naturels, spontanés, qui allaient se renforcer lors des premiers troubles, puis qui se traduiraient, pour beaucoup d'entre nous, par un engagement intégral. Défendre l'Algérie, aider aussi à sa promotion, cela faisait partie du métier, de la fonction, du devoir.

Ce contre quoi resteront impuissantes les explications simplistes de nos contempteurs, qui rangent cette algérianisation de l'armée au plan du romantisme politique, de l'utopie généreuse, voire de l'entreprise fasciste. Alors qu'elle procédait, en dernier ressort, d'une expérience réfléchie, orientée vers l'équilibre et le progrès.

J'ai insisté sur l'aspect psychologique de la présence française en Algérie. Mais je ne conçois pas de construction politique possible sans un élan du cœur. Un État français qui aurait consenti à sortir de sa coque parisienne, de sa froide logique et de ses préjugés pouvait — jusqu'au dernier moment — faire régner en Algérie la paix des justes.



Ch. Courrière/Paris-Match



E.C.P.A.



Dalmas

Sept ans de guerre à laquelle ont pris part des soldats de toute arme. Une guerre particulièrement affreuse, parce que politisée, et qui laissera l'armée déchirée. ***(Photos, de haut en bas :)*** **le barrage algéro-tunisien ; les alpins en Kabylie ; les paras partent en opération.**

Un monologue inachevé

Il n'est pas non plus dans mon dessein de refaire, en ces courtes pages, le procès d'un pouvoir central trop éloigné des réalités et qui, sur le chapitre qui nous intéresse, n'a cessé d'osciller entre formules opposées. Association, assimilation, piège des mots derrière lesquels se menait un jeu sans beaucoup d'âme ni de support humain.

Et cependant que de bonnes volontés attendaient, outre-Méditerranée, une claire prise de position, accompagnée de mesures salvatrices! Lieu commun que de citer Ferhat Abbas en 1936 : « Je ne mourrai pas pour la patrie algérienne, car cette patrie n'existe pas. J'ai interrogé les vivants et les morts, j'ai visité les cimetières : personne ne m'en a parlé. Nous avons écarté les nuées et les chimères pour lier définitivement notre avenir à celui de l'œuvre française, à celui de notre pays. » Et de jeter encore, en 1942, les bases du programme social destiné à mettre chacun à sa place dans les villes, les écoles et les campagnes d'Algérie. Finalement, pour se séparer de nous deux ans plus tard, faute d'avoir trouvé en face de lui un partenaire durable. Tous les malheurs de l'Algérie résonnent à nos oreilles en écoutant ce monologue inachevé.

Lorsque s'ouvrent les années de crise, à partir de 1954, rien ne semble toucher ni « humaniser » les gouvernants de la métropole. Ils restent boiteux et contradictoires jusqu'en 1958, artificieux ensuite, avec une sorte de condescendance, vaguement raciste, pour les fidèles de l'Algérie.

Jusqu'au bout, cependant, celle-ci résiste aux médications désordonnées comme aux anesthésies. Quelques gestes de la France, quelques efforts du pouvoir, après les indéniables succès de 1957 ou de 1959, eussent suffi pour la mettre irréversiblement sur la voie des vraies réformes sociales, agraires et politiques.

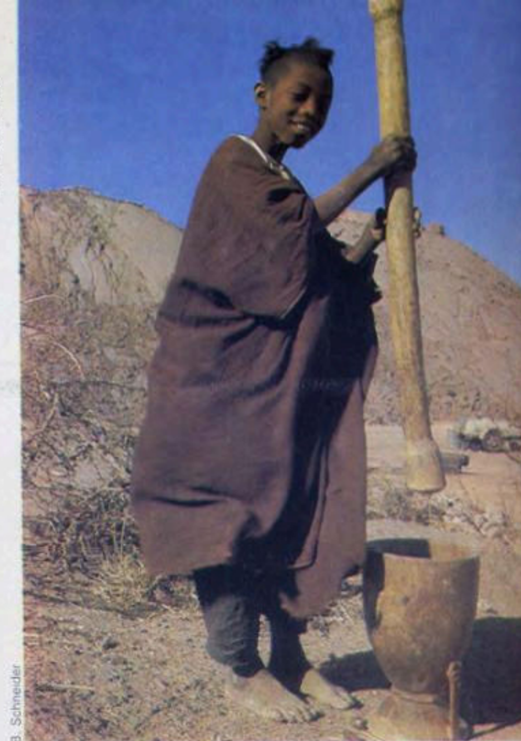
A distance, l'historien s'étonnera de cette inertie.

Surtout s'il relit les déclarations des grands responsables de l'époque.

Jeu passablement usé que de les évoquer ici. Si ce n'est pour montrer, pendant des années, nos dirigeants se faire, à la tribune et au micro, les interprètes de la majorité de l'opinion.



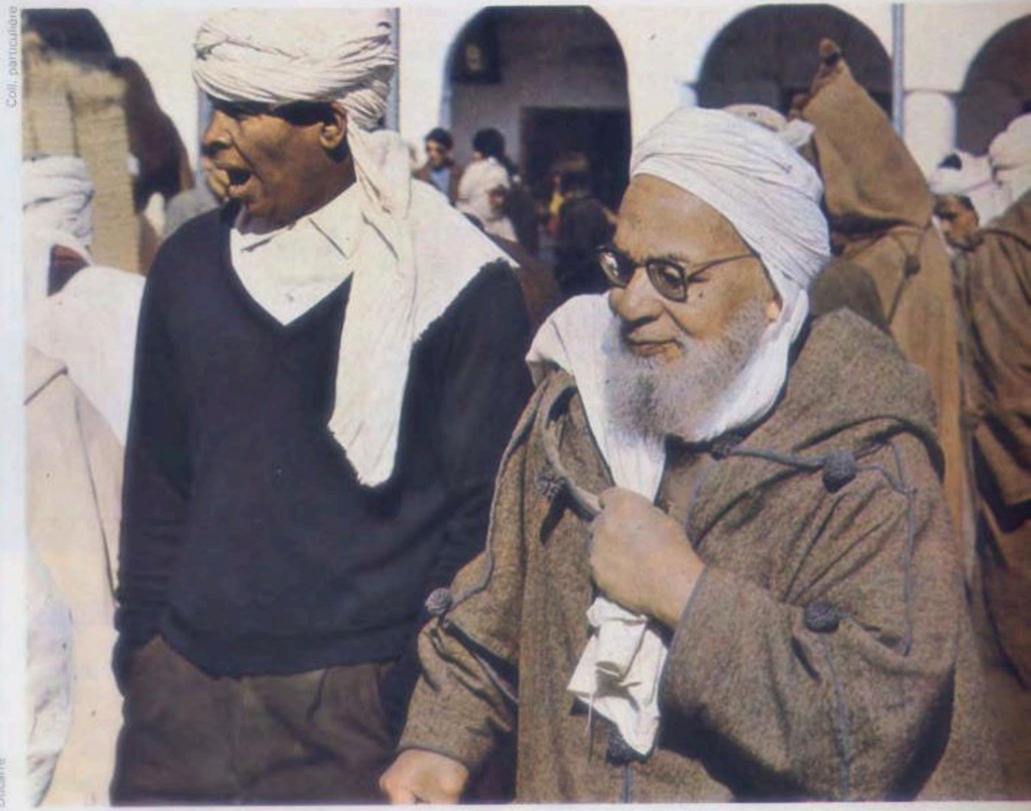
L. Ionesco/Réalités



B. Schneider



Coll. particulière



Ducarre

La France a toujours respecté les coutumes de chacun, qu'il s'agît des nomades du désert *(ci-dessus à gauche)*, des Mozabites *(ci-dessus à droite)* ou des harratin *(en haut à droite)*, cultivateurs noirs qui vivent dans les oasis. Et entre « petits Blancs » *(en haut à gauche)* et musulmans, on voisinait tout en conservant ses traditions propres. Lors des négociations d'Évian, d'ailleurs, le problème des minorités avait été au cœur de toutes les discussions entre les délégués français et les représentants du G.P.R.A.

Pierre Mendès-France, président du Conseil, déclare à l'Assemblée nationale, le 12 novembre 1954 : « Les départements algériens constituent une partie de la République française. Ils sont français d'une manière irrévocable. Jamais la France, aucun gouvernement, aucun parlement français ne cédera sur ce principe fondamental. »

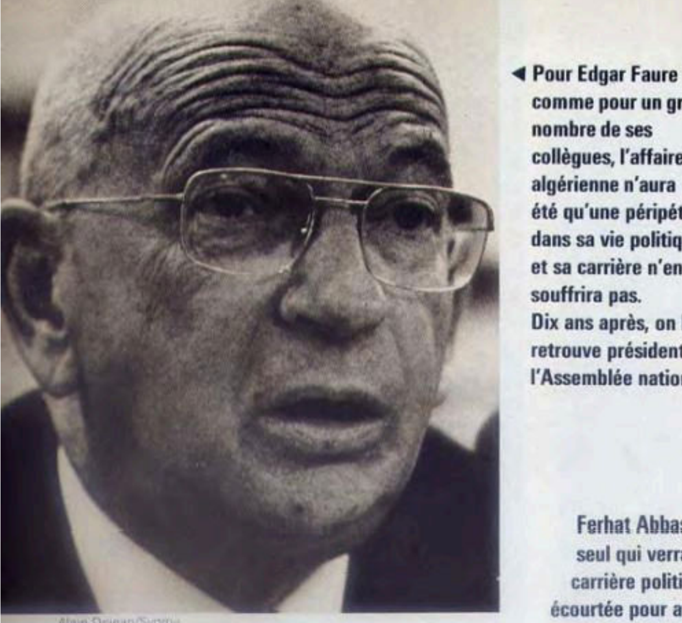
Affirmation renforcée par François Mitterrand, son ministre de l'Intérieur, qui, le 10 décembre, précise, lui aussi, devant l'Assemblée nationale : « Il s'agit de préserver l'unité de la nation. La République réunit la métropole, l'Algérie, les départements d'outre-mer. »

Dix mois plus tard, un autre président du Conseil, Edgar Faure, reprend sur le même thème, dans une allocution diffusée le 24 septembre 1955 : « Tout l'honneur de la France, comme sa mission humaine, nous impose, sans équivoque et sans réticence, de garder l'Algérie à la France et dans la France. »

Et Guy Mollet, devenu à son tour président du Conseil, n'hésite pas à affirmer, lui aussi, devant l'Assemblée nationale :

« La France sans l'Algérie ne serait pas la France. »

Enfin, Charles de Gaulle, longtemps avant son retour au pouvoir, le 12 octobre 1947, venu patronner la liste R.P.F. aux élections municipales d'Alger, avait déclaré, au stade de Saint-Eugène : « Toute politique qui aurait pour effet de réduire ici les droits et les devoirs de la France [...] ou bien de donner aux Français musulmans à penser qu'il pourrait leur être ▶



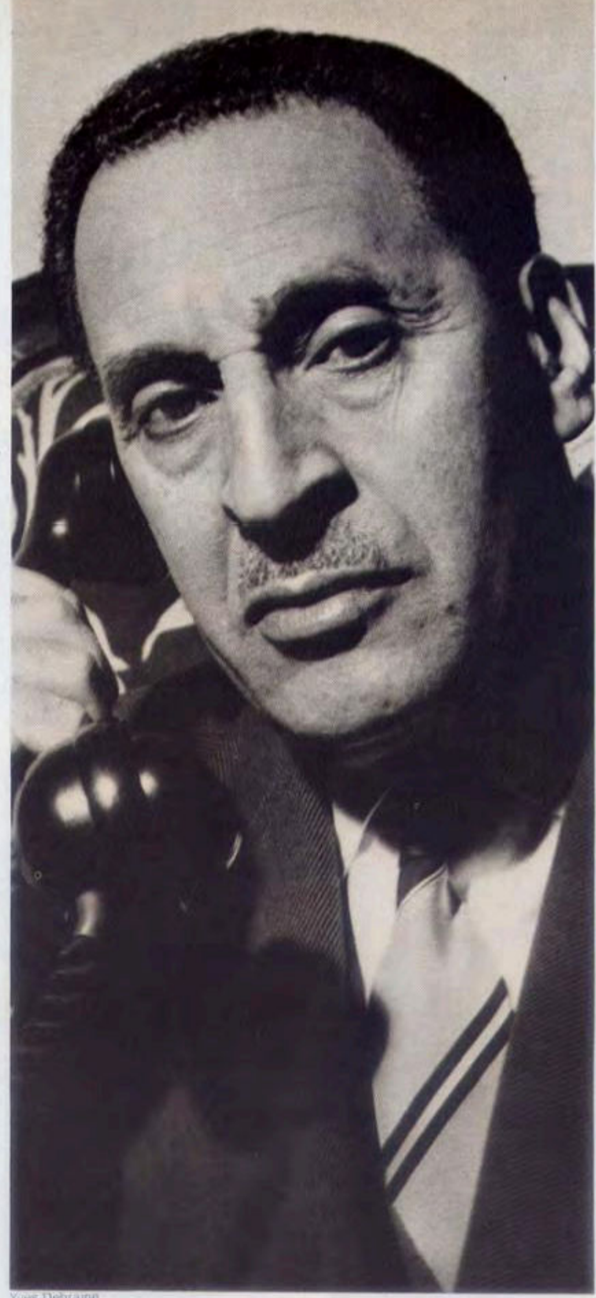
Alain Dejean/Sygma

◄ Pour Edgar Faure comme pour un grand nombre de ses collègues, l'affaire algérienne n'aura été qu'une péripétie dans sa vie politique et sa carrière n'en souffrira pas. Dix ans après, on le retrouve président de l'Assemblée nationale.

Ferhat Abbas, le ► seul qui verra sa carrière politique écourtée pour avoir cru à l'Algérie française. Il sera évincé du pouvoir par ceux qui s'étaient servis de lui pour présenter au monde une Algérie algérienne au visage rassurant...

◄ Pierre Mendès-France, figure de proue de la gauche française. Il deviendra président du P.S.U. Qui se rappelle aujourd'hui qu'en 1954 il déclara publiquement que les départements algériens étaient « français d'une manière irrévocable ».

Sygma



Yves Debraine

François Mitterrand. ► En 1954, il s'écriait : « L'Algérie, c'est la France ! » En 1968, on le retrouve aux côtés de Mendès, prêt à prendre la tête d'un gouvernement. En 1973, il est devenu secrétaire général du P.S. et semble plus près que jamais du pouvoir.

Guy Mollet, ► fidèle à l'Assemblée nationale, devant laquelle il avait déclaré que « la France sans l'Algérie ne serait pas la France » et qu'il fallait « renforcer l'union indissoluble entre l'Algérie et la France métropolitaine ».

notre action guerrière était mue par un idéal

loisible, un jour, de séparer leur sort de celui de la France ne ferait qu'ouvrir la porte à la décadence. »

Puis il reste dans la même ligne lorsque, devenu chef de gouvernement, en juin 1958, il s'écrie, à Alger : « Il n'y a ici que des Français à part entière », et, à Mostaganem : « Il n'y a plus ici, je vous le proclame au nom de la France, que des Français à part entière, des compatriotes, des concitoyens, des frères, qui marcheront désormais dans la vie en se tenant par la main. »

Ainsi s'échelonnent sur onze ans des promesses à longue échéance, formulées et renouvelées par des hommes qui n'étaient point ignares, ni légers, ni inexpérimentés.

Manque de clairvoyance ? On a peine à le croire : ce serait déceler des failles inattendues dans la personnalité de chacun de ces hommes qui ont tenu une place essentielle dans l'État.

Ou alors dégradation politique, conduisant à doser les professions de foi suivant les auditeurs ou les circonstances ?

Certes, en ce domaine, les changements d'optique, et même d'opinion, ne sont pas rares. On prétend qu'ils sont la preuve et l'apanage de l'intelligence. Ce qui donne, effectivement, dans les périodes mouvementées, un nombre incalculable d'hommes très doués...

Mais, à mes yeux, cette souplesse manœuvrière ne peut guère s'accepter que des citoyens de seconde main, je veux dire ceux qui n'engagent qu'eux-mêmes et agissent pour leur propre compte.

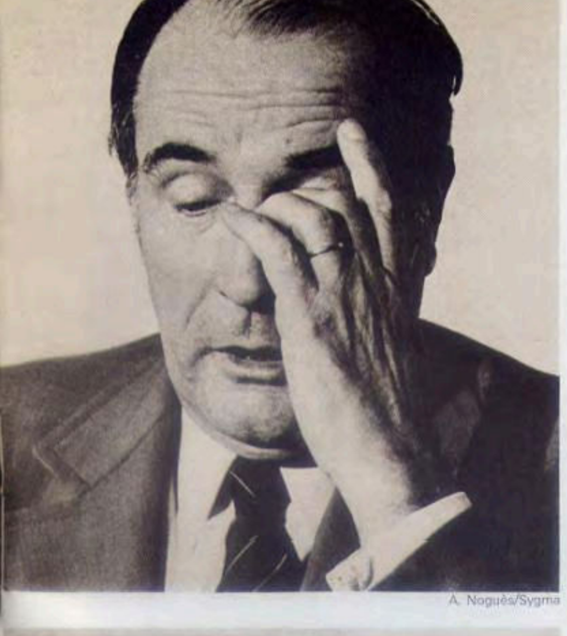
Pour ceux qui tiennent les rênes d'un pays, de telles attitudes publiques se conçoivent mal. Clemenceau pensait qu'un peuple devait se mener à coups de vérités, même si elles étaient déplaisantes.

Ainsi se sont superposés à l'abandon de l'Algérie — qui n'était pas inéluctable — une équivoque et un malaise prolongés, dont on n'a pas fini de mesurer les conséquences. On y trouve les causes premières des remous de l'armée, qui ont conduit une partie des siens à la révolte et beaucoup d'autres à un sentiment proche de la honte.

Douze ans plus tard, se décèle un certain déséquilibre dans les esprits et le comportement des Français. N'est-ce point là, dans une certaine mesure, l'héritage des années troubles d'Algérie ?

On reproche souvent aux chefs militaires de s'être laissé abuser, pendant ces sept années, par la victoire des armes, la destruction des bandes adverses, l'écrasement des insurgés. Facteur sans valeur décisive, nous dit-on, dans une guerre où dominaient la volonté d'un peuple « asservi » et son désir de libération. Force brutale impuissante contre la pensée...

D'abord, l'action guerrière, mue de notre côté par un idéal au moins aussi authentique, visait essentiellement à rétablir la paix civile. Ensuite, il est superflu d'insister sur le rôle direct et continu de



A. Noguès/Sygma



Sygma



Charles de Gaulle. ▶ Lui aussi a parlé de l'Algérie française, mais son immense prestige n'en sera pas diminué pour autant. Et il se retrouvera après les accords d'Évian et pour de longues années président de la République française.



P. Habans/Paris-Match

notre armée dans le développement des liens d'assistance et de coopération avec tout un peuple. Les pages de cet ouvrage ont souvent illustré l'œuvre fraternelle ainsi entreprise sur toute la surface du pays.

L'idée de « nation algérienne », enfin, n'a été très longtemps que l'arme d'une minorité — souvent campée hors des frontières. Sans grande résonance dans la masse d'un peuple souvent terrorisé, qui se tournait vers nous dès qu'apparaissait un espoir de paix, elle n'a pris corps que lorsque sont apparues, du côté français, les marques officielles de l'indifférence, puis de l'abandon.

Mais encore en juin 1960, le bouclage hermétique des frontières et l'état de décomposition des wilayas de Kabylie et de l'Algérois devaient nous conduire, sans aucun doute, au « cessez-le-feu » préliminaire de la paix.

Une paix française, au cours de laquelle un accord avec les Algériens de toute origine et de tout milieu nous eût permis de relancer l'Algérie nouvelle.

Mais quelle Algérie nouvelle ? demandera-t-on. Pensez-vous qu'il était encore possible, à cette époque, de maintenir pour longtemps sous notre toit dix millions de Berbères, Mozabites, Européens, Arabes ou israélites vivant en Algérie ? Chiffre qui pouvait, d'ailleurs, doubler en trente ans. Quelle place prévoir alors, pour eux, dans nos institutions, nos assemblées et notre économie ? Comment aussi maintenir ce pays en dehors du clan des États, plus ou moins récents, se réclamant de l'arabisme ou de l'islam ?

A travers la Méditerranée

Eh bien, oui, nous étions nombreux — et nous le sommes encore — à croire que rien de tout cela n'était utopique.

Pour ma part, peu séduit par les fatalités historiques, je reste persuadé aussi que les différences de races, de langues, de religions et de statuts personnels n'ont jamais été un obstacle à la vie d'une communauté nationale. L'Histoire — celle de la France elle-même — abonde en fusionnements de ce genre, que l'ère moderne devrait de moins en moins récuser. Les exemples récents ne font d'ailleurs pas défaut...

Quant au « monde arabe », qui se révèle aujourd'hui fertile en divergences, sinon en oppositions, je ne vois pas pourquoi il serait obligatoirement le cadre général dans lequel devrait s'insérer l'Algérie nouvelle.

Il serait vain de vouloir tisser, en quelques phrases, les liens structurels qui pouvaient, il y a douze ans, s'imaginer entre la métropole et l'Algérie pacifiée. Ce genre de construction rétrospective relèverait de la pure théorie. D'ailleurs, à l'époque, je n'avais envisagé que les principales directions souhaitables.

Dans cet ordre d'idées, on ne pouvait rejeter *a priori* les formules permettant à l'Algérie une émancipation plus ou moins lointaine, qu'il se fût agi d'« autonomie interne » ou bien d'« indépendance dans l'interdépendance ». Mais je n'étais guère ▶



Magnum

le nouveau destin de l'Algérie algérienne

L'Algérie nouvelle est en marche. Y trouveront-ils place ceux qui ont passé toute leur vie d'homme avec les Français, dans l'armée comme dans le civil?

convaincu de leur intérêt, surtout en considérant, avec une certaine perplexité, l'extrême floraison des États nouveaux, chacun d'eux porteur en puissance d'un problème d'avenir pour notre planète.

Plus volontiers donnai-je ainsi la préférence à toute solution qui prévoyait la fusion organique entre l'Algérie française et une métropole enfin régionalisée. En mettant naturellement à la base l'égalité des citoyens dans tous les domaines.

Au-dessus des structures souhaitables, il importe, en guise de conclusion, d'indiquer la place que nous, confiants en l'Algérie française, lui donnions dans le monde d'aujourd'hui.

Je me garderai, à ce sujet, d'épiloguer et encore moins de polémiquer à propos des accords d'Évian (sur lesquels tout a été dit) ou du régime algérien actuel. Celui-ci s'est enfermé dans un socialisme autoritaire — à première vue peu adapté à la promotion humaine — dont l'efficience ne pourra être jugée entièrement qu'avec le temps.

Si l'on veut comprendre vers quelles voies, vers quelle mission nous souhaitions voir s'orienter le peuple algérien, c'est plutôt vers certaines « constantes », inhérentes à sa propre nature, qu'il faut se tourner.

On les synthétisera en disant qu'elles se rejoignent pour faire apparaître la parenté, la complémentarité de cette tranche d'Afrique avec notre Europe. Climat, potentiel minier et agricole, population vivace, sinon débordante, attraction humaine à travers la Méditerranée en font une sorte de relais privilégié entre la civilisation dite industrielle et ce qu'il est convenu d'appeler le « tiers monde ».

Dans le cadre d'une stratégie générale du développement, c'est par une Algérie rehaussée à sa mesure, intimement soudée d'autre part au monde européen, que celui-ci aurait une occasion de sortir du cadre fermé et égoïste des nations riches. Par cette Algérie nouvelle, il ferait, à travers la mer, un premier bond qui réduirait l'écart toujours grandissant (de récentes prévisions économiques en font foi) entre pays modernes et peuples moins favorisés.

Tâche évidemment lourde pour la France et en opposition avec le réflexe des pays nantis qui ne dépasse pas la quête de bienfaisance en faveur des peuples en péril.

Mais champ d'action extraordinaire pour la jeunesse débordante des deux rives de la Méditerranée. H

Général André ZELLER

Note de la rédaction

Nous avons reçu du conseil de MM. Hocine Aït-Ahmed et Yaha Elhafid le rectificatif que l'on trouvera ci-dessous. La photographie que nous avons publiée a été effectivement prise en 1964. Nous nous excusons auprès de nos lecteurs de cette erreur involontaire. Nous tenons cependant à souligner que notre numéro traitait des événements de la dernière décade de 1962 et dès la libération de nombreux prisonniers ou internés, libération décidée, après la signature des accords d'Évian (18 mars 1962), par le gouvernement français. Les forces de l'A.L.N. stationnées en territoire tunisien et marocain se préparaient effectivement à franchir la frontière.

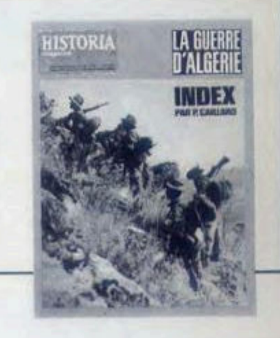
« Historia Magazine » *Guerre d'Algérie* a publié en couverture (1re page) de son numéro 107 daté du 3 décembre 1973, la photo ambiguë ci-contre.
Contrairement à ce qu'elle laisse supposer avec la légende placée en dessous, il s'agit, à droite et à gauche, de deux responsables de la résistance intérieure.
Au centre, chacun aura reconnu l'un des membres dirigeants du nationalisme algérien, détenu en France d'octobre 1956 à mars 1962, après l'arraisonnement de l'avion qui le transportait; personnalité à qui « Historia Magazine » a consacré une biographie dans son numéro 200 du 3 novembre 1971 en pages 214 et 215. En fait, cette photo ne concerne nullement les événements relatés.



A NOS LECTEURS

La série « Historia Magazine » *Guerre d'Algérie* se termine avec le numéro 112 (371).
A la demande de nombreux lecteurs nous précisons qu'ils peuvent compléter leur collection et acquérir les numéros manquants en s'adressant au Service Abonnements, 61, rue de la Tombe-Issoire, 75680 PARIS CEDEX 14, en joignant 3,50 F (frais d'envoi compris) pour chaque fascicule commandé.

L'Index d' « Historia Magazine » *Guerre d'Algérie*, publication spéciale de 80 pages, *ne sera pas mis en vente dans les librairies ou chez les marchands de journaux*. Il peut être obtenu par souscription au prix de 5 F jusqu'au 30 janvier 1974. Dès que l'impression en sera terminée, l'Index sera adressé aux souscripteurs sans autre avis, au cours du premier trimestre de 1974.



NUMÉROS SPÉCIAUX



Le règlement de certains abonnements dépasse les 112 numéros (194 à 371) de la série *Guerre d'Algérie*. Ces abonnés recevront les numéros spéciaux dans la limite de leur souscription, sauf contrordre de leur part. Chaque numéro sera vendu au prix de 3,50 F. L'abonnement pour ces seize numéros spéciaux peut être souscrit au tarif suivant : 45 FF - 450 FB - Autres pays : 45 FF.

Pour répondre au souhait de nombreux lecteurs, seize numéros de synthèse traitant de l'Algérie seront mis en vente à partir du 14 janvier 1974, à raison d'un numéro par semaine.

Sommaires :

L'exode des Européens
avec une double planche de timbres d'Algérie.

France et Algérie dix ans après.

L'armée française de 1954 à 1959.
(1re partie : la répression).
Ce numéro sera illustré de près de deux cents insignes d'unités ayant participé aux opérations en Algérie.

La marine en Algérie, avec plusieurs planches de navires de guerre par John Batchelor.

Tourisme en Algérie, avec cartes.

L'Armée de libération nationale (1954-1963).

Les pieds-noirs en France.

L'armée française de 1960 à 1962.
(2e partie : la pacification).
Complément d'insignes des unités ayant participé aux opérations en Algérie.

L'épopée du pétrole en Algérie.

L'armée de l'air en Algérie
illustré de plusieurs planches d'appareils militaires par John Batchelor.

Religions et minorités en Algérie.

L'Organisation armée secrète en Algérie et en France.

Les Services de renseignements en Algérie.

Les pieds-noirs dans le monde.

Forces de l'ordre en Algérie.

Ce qu'ils sont devenus.

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial. Dépôt légal 1er trim. 1974. — N° d'imp. C. 70.
Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2108. — Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. — **N° 371 - 7 janvier 1974.**





277. Petites filles kabyles. – 278. Le marché de Marnia, petite ville d'Oranie. – 279. Jeunes femmes revenant de la corvée de bois. – 280. Jeune femme algérienne. – 281. Le sommet de l'Ouarsenis. – 282. Femmes touareg trayant une chamelle. – 283. L'église de Marceau, aimable petite ville située près du djebel El-Gourine, dans la région d'Orléansville. – 284. 14 juillet 1960. – 285. Canrobert : la rue principale, un jour de marché. – 286. Le monument aux morts à Alger. – 287. Troupeau de chameaux dans les hauts plateaux au sud de Tébessa. – 288. Le Djurdjura.

LES MEILLEURES PHOTOS EN DIAPOSITIVES



289. Fête populaire à Djanet, une des plus belles oasis du Sahara. – 290. Paysage de Grande Kabylie. – 291. La Madrague, plage très fréquentée des environs d'Alger. – 292. Les environs de Sétif. – 293. Kerzaz : une caravane qui transportait du sel s'est arrêtée. – 294. Cimetière targui au Tassili des Ajjer. – 295. Fête rituelle chez les Gwana. – 296. Battage du blé en Petite Kabylie. – 297. « Pâturages » au Hoggar. – 298. Alger, vu du boulevard Bru. – 299. Nomades à Tindouf, aux confins du Maroc, du Rio de Oro et de la Mauritanie. – 300. Beni-Isguen.

LA GUERRE D'ALGERIE

ALBUM N° 25

Les albums nos 24 et 25 complètent la collection de diapositives que nous avons proposée aux lecteurs de notre hebdomadaire.

Ils seront adressés à nos abonnés en un seul envoi au début du mois de février 1974.

Les commandes pour la série complète des vingt-cinq albums peuvent être adressées jusqu'au 29 avril 1974 au **Service Diapositives Guerre d'Algérie, 170 *bis*, boulevard du Montparnasse, 75680 PARIS CEDEX 14.**

Nos lecteurs trouveront en page 4 de couverture *(ci-contre à droite)* les tarifs et les conditions de règlement. Enfin, nous précisons qu'il ne nous est pas possible de faire exécuter des tirages à part pour les documents publiés mais non repris dans nos albums. Cependant, nous ferons suivre aux propriétaires des photos les demandes éventuelles de nos correspondants qui souhaiteraient les obtenir.

La série de 12 diapositives : 12 F.

Abonnement 1 an (144 diapositives en 12 albums) : 120 F.

Abonnement 2 ans (288 diapositives en 24 albums) : 230 F.

(La première série, encore disponible au prix de 10 F, est hors abonnement.)

Règlement exclusivement à la commande par chèque bancaire, chèque postal (C.C.P. Historia Magazine - Paris 2778-70), mandat, etc.

170 *bis*, bd du Montparnasse, 75680 PARIS Cedex 14.